

No. 9068

MULTILATERAL :

Treaty for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America (with annexed Additional Protocols I and II). Done at Mexico, Federal District, on 14 February 1967

*Official texts: Spanish, French, English, Portuguese, Chinese and Russian.
Registered by Mexico on 26 April 1968.*

MULTILATÉRAL :

Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (avec, en annexe, les Protocoles additionnels I et II). Fait à Mexico (District fédéral), le 14 février 1967

*Textes officiels espagnol, français, anglais, portugais, chinois et russe.
Enregistré par le Mexique le 26 avril 1968.*

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

No. 9068. TRATADO PARA LA PROSCRIPCIÓN DE LAS
ARMAS NUCLEARES EN LA AMÉRICA LATINA

PREÁMBULO

En nombre de sus pueblos e interpretando fielmente sus anhelos y aspiraciones, los Gobiernos de los Estados signatarios del Tratado para la Proscripción de las Armas Nucleares en la América Latina,

Deseosos de contribuir, en la medida de sus posibilidades, a poner fin a la carrera de armamentos, especialmente los nucleares, y a la consolidación de un mundo en paz, fundada en la igualdad soberana de los Estados, el respeto mutuo y la buena vecindad ;

Recordando que la Asamblea General de las Naciones Unidas, en su Resolución 808 (IX), aprobó unánimemente, como uno de los tres puntos de un programa coordinado de desarme, « la prohibición total del empleo y la fabricación de armas nucleares y de todos los tipos de armas de destrucción en masa » ;

Recordando que las zonas militarmente desnuclearizadas no constituyen un fin en sí mismas, sino un medio para alcanzar en una etapa ulterior el desarme general y completo ;

Recordando la Resolución 1911 (XVIII) de la Asamblea General de las Naciones Unidas, por la que se estableció que las medidas que convenga acordar para la desnuclearización de la América Latina deben tomarse « a la luz de los principios de la Carta de las Naciones Unidas y de los acuerdos regionales » ;

Recordando la Resolución 2028 (XX) de la Asamblea General de las Naciones Unidas que establece el principio de un equilibrio aceptable de responsabilidades y obligaciones mutuas para las potencias nucleares y las no nucleares, y

N° 9068. TRAITÉ ¹ VISANT L'INTERDICTION DES ARMES NUCLÉAIRES EN AMÉRIQUE LATINE. FAIT À MEXICO (DISTRICT FÉDÉRAL), LE 14 FÉVRIER 1967

PRÉAMBULE

Au nom de leurs peuples et interprétant fidèlement leurs désirs et leurs aspirations, les Gouvernements des États signataires du Traité visant l'Interdiction des Armes Nucléaires en Amérique Latine,

Désireux de contribuer, dans la mesure de leurs possibilités, à mettre un terme à la course aux armements, notamment aux armements nucléaires, et à consolider une paix mondiale fondée sur l'égalité souveraine des États, le respect mutuel et les relations de bon voisinage,

Rappelant que l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 808 (IX) ², a approuvé à l'unanimité, comme l'un des trois points d'un programme de désarmement coordonné, « l'interdiction absolue de l'utilisation et de la fabrication des armes nucléaires et des armes de destruction massive de toute sorte »,

Rappelant que les zones militairement dénucléarisées ne constituent pas une fin en soi, mais un moyen d'aboutir, à une étape ultérieure, au désarmement général et complet,

Rappelant la résolution 1911 (XVIII) ³ de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui détermine que les mesures qu'il convient d'adopter en vue de la dénucléarisation de l'Amérique latine doivent être prises « à la lumière des principes de la Charte des Nations Unies et des accords régionaux »,

Rappelant la résolution 2028 (XX) ⁴ de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui établit le principe d'un équilibre acceptable de responsabilités et d'obligations mutuelles pour les puissances nucléaires et non nucléaires, et

¹ Conformément au paragraphe 2 de l'article 28, le Traité est entré en vigueur le 22 avril 1968 entre le Mexique et El Salvador, au nom desquels des instruments de ratification, avec, en annexe, des déclarations par lesquelles ces États renonçaient en totalité aux conditions énoncées au paragraphe 1^{er} du même article pour l'entrée en vigueur du Traité, ont été déposés auprès du Gouvernement mexicain les 20 septembre 1967 et 22 avril 1968, respectivement. Un instrument de ratification a également été déposé le 29 janvier 1968, par le Gouvernement brésilien (qui n'a pas usé du droit de renonciation prévu par le paragraphe 2 de l'article 28). Voir p. 422 du présent volume le texte des déclarations faites lors de la ratification.

² Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session, Supplément n° 21* (A/2890), p. 3.

³ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément n° 15* (A/5515), p. 14.

⁴ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément n° 14* (A/6014), p. 7.

Recordando que la Carta de la Organización de los Estados Americanos establece como propósito esencial de la Organización afianzar la paz y la seguridad del hemisferio ;

Persuadidos de que :

El incalculable poder destructor de las armas nucleares ha hecho imperativo que la proscripción jurídica de la guerra sea estrictamente observada en la práctica, si ha de asegurarse la supervivencia de la civilización y de la propia humanidad ;

Las armas nucleares, cuyos terribles efectos alcanzan indistinta e ineludiblemente tanto a las fuerzas militares como a la población civil, constituyen, por la persistencia de la radiactividad que generan, un atentado a la integridad de la especie humana y aun pueden tornar finalmente toda la Tierra inhabitable ;

El desarme general y completo bajo control internacional eficaz es cuestión vital que reclaman por igual todos los pueblos del mundo ;

La proliferación de las armas nucleares, que parece inevitable a menos que los Estados, en uso de sus derechos soberanos, se autolimiten para impedir, dificultaría enormemente todo acuerdo de desarme y aumentaría el peligro de que llegue a producirse una conflagración nuclear ;

El establecimiento de zonas militarmente desnuclearizadas está íntimamente vinculado al mantenimiento de la paz y la seguridad en las respectivas regiones ;

La desnuclearización militar de vastas zonas geográficas, adoptada por la decisión soberana de los Estados en ellas comprendidos, habrá de ejercer benéfica influencia en favor de otras regiones, donde existan condiciones análogas ;

La situación privilegiada de los Estados signatarios, cuyos territorios se encuentran totalmente libres de armas nucleares, les impone el deber ineludible de preservar tal situación, tanto en beneficio propio como en bien de la humanidad ;

La existencia de armas nucleares en cualquier país de la América Latina lo convertiría en blanco de eventuales ataques nucleares y provocaría fatalmente en toda la región una ruinosa carrera de armamentos nucleares, que implicaría la injustificable desviación hacia fines bélicos de los limitados recursos necesarios para el desarrollo económico y social ;

Las razones expuestas y la tradicional vocación pacifista de la América Latina determinan la necesidad ineludible de que la energía nuclear sea usada en esta región exclusivamente para fines pacíficos, y de que los países latinoamericanos utilicen su derecho al máximo y más equitativo acceso posible a esta nueva fuente de energía para acelerar el desarrollo económico y social de sus pueblos ;

Rappelant que la Charte de l'Organisation des États Américains proclame comme but essentiel de l'Organisation le renforcement de la paix et de la sécurité de l'hémisphère,

Persuadés

Que la puissance destructrice incalculable des armes nucléaires exige que l'interdiction juridique de la guerre soit strictement observée dans la pratique, pour sauvegarder l'existence même de la civilisation et de l'humanité,

Que les armes nucléaires, dont les terribles effets atteignent sans distinction et sans merci les forces armées et la population civile, constituent, vu la persistance de la radioactivité qu'elles engendrent, une atteinte à l'intégrité de l'espèce humaine et risquent de rendre finalement toute la terre inhabitable,

Que le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace réclamé par tous les peuples du monde est une question vitale,

Que la prolifération des armes nucléaires, qui semble inévitable à moins que les États, dans l'exercice de leurs droits souverains, ne s'imposent des restrictions pour l'empêcher, rendrait extrêmement difficile tout accord de désarmement et augmenterait le danger d'une conflagration nucléaire,

Que la création de zones militairement dénucléarisées est intimement liée au maintien de la paix et de la sécurité dans les régions respectives,

Que la dénucléarisation militaire de vastes zones géographiques, décidée souverainement par les États qui les composent, ne saurait manquer d'exercer une influence bénéfique sur d'autres régions, où existent des conditions analogues,

Que la situation privilégiée des États signataires, dont les territoires sont entièrement libres d'armes nucléaires, impose à ces États le devoir absolu, tant dans leur propre intérêt que pour le bien de l'humanité, de maintenir cet état de choses,

Que l'existence d'armes nucléaires dans un pays quelconque d'Amérique latine ferait de celui-ci la cible d'éventuelles attaques nucléaires et provoquerait fatalement dans toute la région une course ruineuse aux armements nucléaires qui conduirait au détournement injustifiable, à des fins belliqueuses, des ressources limitées nécessaires au développement économique et social,

Qu'en raison de ce qui précède et étant donné la vocation traditionnellement pacifiste de l'Amérique latine, il est indispensable que l'énergie nucléaire soit utilisée dans cette région à des fins exclusivement pacifiques et que les pays de l'Amérique latine fassent usage de leur droit à l'accès le plus ample et le plus équitable possible à cette nouvelle source d'énergie, afin d'accélérer le développement économique et social de leurs peuples,

Convencidos, en conclusión, de que :

La desnuclearización militar de la América Latina — entendiéndose por tal el compromiso internacionalmente contratado en el presente Tratado de mantener sus territorios libres para siempre de armas nucleares — constituirá una medida que evite a sus pueblos el derroche, en armamento nuclear, de sus limitados recursos y que los proteja contra eventuales ataques nucleares a sus territorios ; una significativa contribución para impedir la proliferación de armas nucleares, y un valioso elemento en favor del desarme general y completo, y de que

La América Latina, fiel a su tradición universalista, no sólo debe esforzarse en proscribir de ella el flagelo de una guerra nuclear, sino también empeñarse en la lucha por el bienestar y progreso de sus pueblos, cooperando paralelamente a la realización de los ideales de la humanidad, o sea a la consolidación de una paz permanente fundada en la igualdad de derechos, la equidad económica y la justicia social para todos, de acuerdo con los Principios y Propósitos consagrados en la Carta de las Naciones Unidas, y en la Carta de la Organización de los Estados Americanos,

Han convenido en lo siguiente :

OBLIGACIONES

Artículo 1

1. Las Partes Contratantes se comprometen a utilizar exclusivamente con fines pacíficos el material y las instalaciones nucleares sometidos a su jurisdicción, y a prohibir e impedir en sus respectivos territorios :
 - a. El ensayo, uso, fabricación, producción o adquisición, por cualquier medio, de toda arma nuclear, por sí mismas, directa o indirectamente, por mandato de terceros o en cualquier otra forma, y
 - b. El recibo, almacenamiento, instalación, emplazamiento o cualquier forma de posesión de toda arma nuclear, directa o indirectamente, por sí mismas, por mandato a terceros o de cualquier otro modo.
2. Las Partes Contratantes se comprometen, asimismo, a abstenerse de realizar, fomentar o autorizar, directa o indirectamente, el ensayo, el uso, la fabricación, la producción, la posesión o el dominio de toda arma nuclear o de participar en ello de cualquier manera.

Persuadés, enfin,

Que la dénucléarisation militaire de l'Amérique latine — c'est-à-dire l'accord international, conclu par le présent traité, selon lequel les États d'Amérique latine s'engagent à continuer pour toujours à maintenir leurs territoires libres d'armes nucléaires — constituera une mesure qui évitera à leurs peuples le gaspillage, en armements nucléaires, de leurs ressources limitées et qui les protégera contre des attaques nucléaires éventuelles de leurs territoires, et d'autre part une contribution importante à la cessation de la prolifération des armes nucléaires ainsi qu'une mesure utile en faveur du désarmement général et complet, et

Que l'Amérique latine, fidèle à sa tradition universaliste, doit non seulement s'efforcer d'interdire dans son territoire le fléau d'une guerre nucléaire, mais encore lutter pour le bien-être et le progrès de ses populations, collaborant en même temps à la réalisation des idéaux de l'humanité, c'est-à-dire à la consolidation d'une paix permanente fondée sur l'égalité des droits, l'équité économique et la justice sociale pour tous, conformément aux principes et buts inscrits dans la Charte des Nations Unies et dans la Charte de l'Organisation des États Américains,

Sont convenus de ce qui suit :

OBLIGATIONS

Article 1

1. Les Parties contractantes s'engagent à utiliser à des fins exclusivement pacifiques le matériel et les installations nucléaires soumis à leur juridiction, et à interdire et à empêcher sur leurs territoires respectifs :
 - a) L'essai, l'emploi, la fabrication, la production ou l'acquisition, par quelque moyen que ce soit, de toute arme nucléaire, pour leur propre compte, directement ou indirectement, pour le compte de tiers ou de toute autre manière, et
 - b) La réception, l'entreposage, l'installation, la mise en place ou la possession, sous quelque forme que ce soit, de toute arme nucléaire, directement ou indirectement, pour leur propre compte, par l'intermédiaire de tiers ou de toute autre manière.
2. Les Parties contractantes s'engagent également à s'abstenir de réaliser, d'encourager ou d'autoriser, directement ou indirectement, tout essai, emploi, fabrication, production, possession ou contrôle d'une arme nucléaire quelconque et de toute participation, sous quelque forme que ce soit, à de telles activités.

DEFINICIÓN DE PARTES CONTRATANTES

Artículo 2

Para los fines del presente Tratado, son Partes Contratantes aquéllas para las cuales el Tratado esté en vigor.

DEFINICIÓN DE TERRITORIO

Artículo 3

Para todos los efectos del presente Tratado, deberá entenderse que el término « territorio » incluye el mar territorial, el espacio aéreo y cualquier otro ámbito sobre el cual el Estado ejerza soberanía, de acuerdo con su propia legislación.

ZONA DE APLICACIÓN

Artículo 4

1. La zona de aplicación del presente Tratado es la suma de los territorios para los cuales el presente instrumento esté en vigor.
2. Al cumplirse las condiciones previstas en el artículo 28, párrafo 1, la zona de aplicación del presente Tratado será, además, la situada en el hemisferio occidental dentro de los siguientes límites (excepto la parte del territorio continental y aguas territoriales de los Estados Unidos de América) : comenzando en un punto situado a 35° latitud norte y 75° longitud oeste ; desde allí directamente al sur hasta un punto a 30° latitud norte y 75° longitud oeste ; desde allí directamente al este hasta un punto a 30° latitud norte y 50° longitud oeste ; desde allí por una línea loxodrómica hasta un punto a 5° latitud norte y 20° longitud oeste ; desde allí directamente al sur hasta un punto a 60° latitud sur y 20° longitud oeste ; desde allí directamente al oeste hasta un punto a 60° latitud sur y 115° longitud oeste ; desde allí directamente al norte hasta un punto a 0° latitud y 115° longitud oeste ; desde allí por una línea loxodrómica hasta un punto a 35° latitud norte y 150° longitud oeste ; desde allí directamente al este hasta un punto a 35° latitud norte y 75° longitud oeste.

DEFINICIÓN DE LAS ARMAS NUCLEARES

Artículo 5

Para los efectos del presente Tratado, se entiende por « arma nuclear » todo artefacto que sea susceptible de liberar energía nuclear en forma no controlada y que tenga un conjunto de características propias del empleo

DÉFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 2

Aux fins du présent traité sont Parties contractantes celles pour lesquelles ce traité est en vigueur.

DÉFINITION DU TERRITOIRE

Article 3

Aux fins du présent traité, le terme « territoire » comprend la mer territoriale, l'espace aérien et tout autre lieu sur lequel l'État exerce sa souveraineté, conformément à sa législation.

ZONE D'APPLICATION

Article 4

1. La zone d'application du présent traité est l'ensemble des territoires pour lesquels le présent instrument est en vigueur.

2. Après qu'auront été remplies les conditions visées à l'article 28, paragraphe 1, la zone d'application du présent traité sera, en outre, celle située dans l'hémisphère occidental dans les limites suivantes (à l'exception de la partie du territoire continental et eaux territoriales des États-Unis d'Amérique) : en commençant par un point situé au 35^e degré de latitude nord et au 75^e degré de longitude ouest ; de là directement au sud jusqu'à un point au 30^e degré de latitude nord et au 75^e degré de longitude ouest ; de là directement à l'est jusqu'à un point au 30^e degré de latitude nord et au 50^e degré de longitude ouest ; de là en suivant une ligne loxodromique jusqu'à un point au 5^e degré de latitude nord et au 20^e degré de longitude ouest ; de là directement au sud jusqu'à un point au 60^e degré de latitude sud et au 20^e degré de longitude ouest ; de là directement à l'ouest jusqu'à un point au 60^e degré de latitude sud et au 115^e degré de longitude ouest ; de là directement au nord jusqu'à un point à 0 latitude et au 115^e degré de longitude ouest ; de là en suivant une ligne loxodromique jusqu'à un point au 35^e degré de latitude nord et au 150^e degré de longitude ouest ; de là directement à l'est jusqu'à un point au 35^e degré de latitude nord et au 75^e degré de longitude ouest.

DÉFINITION DES ARMES NUCLÉAIRES

Article 5

Aux fins du présent traité, « arme nucléaire » est définie comme tout dispositif susceptible de libérer de l'énergie nucléaire de manière non contrôlée, et qui possède un ensemble de caractéristiques propres à l'emploi à des fins

con fines bélicos. El instrumento que pueda utilizarse para el transporte o la propulsión del artefacto no queda comprendido en esta definición si es separable del artefacto y no parte indivisible del mismo.

REUNIÓN DE SIGNATARIOS

Artículo 6

A petición de cualquiera de los Estados signatarios, o por decisión del Organismo que se establece en el artículo 7, se podrá convocar a una reunión de todos los Signatarios para considerar en común cuestiones que puedan afectar a la esencia misma de este instrumento, inclusive su eventual modificación. En ambos casos la convocación se hará por intermedio del Secretario General.

ORGANIZACIÓN

Artículo 7

1. Con el fin de asegurar el cumplimiento de las obligaciones del presente Tratado, las Partes Contratantes establecen un organismo internacional denominado Organismo para la Proscripción de las Armas Nucleares en la América Latina, al que en el presente Tratado se designará como « el Organismo ». Sus decisiones sólo podrán afectar a las Partes Contratantes.
2. El Organismo tendrá a su cargo la celebración de consultas periódicas o extraordinarias entre los Estados Miembros en cuanto se relacione con los propósitos, las medidas y los procedimientos determinados en el presente Tratado y la supervisión del cumplimiento de las obligaciones derivadas del mismo.
3. Las Partes Contratantes convienen en prestar al Organismo amplia y pronta colaboración de conformidad con las disposiciones del presente Tratado y de los acuerdos que concluyan con el Organismo, así como los que este último concluya con cualquier otra organización u organismo internacional.
4. La sede del Organismo será la ciudad de México.

ÓRGANOS

Artículo 8

1. Se establecen como órganos principales del Organismo una Conferencia General, un Consejo y una Secretaría.
2. Se podrán establecer, de acuerdo con las disposiciones del presente Tratado, los órganos subsidiarios que la Conferencia General estime necesarios.

belliqueuses. L'engin pouvant servir au transport ou à la propulsion du dispositif n'est pas compris dans cette définition, s'il peut être séparé du dispositif et ne fait pas partie intégrante de celui-ci.

RÉUNION DES SIGNATAIRES

Article 6

Sur la demande d'un quelconque des États signataires ou sur la décision de l'Organisme créé en vertu de l'article 7, une réunion de tous les signataires pourra être convoquée en vue de considérer, en commun, les questions susceptibles d'affecter l'essence même de cet instrument, y compris sa modification éventuelle. Dans les deux cas susmentionnés, la convocation se fera par l'intermédiaire du Secrétaire général.

ORGANISATION

Article 7

1. Afin d'assurer le respect des obligations découlant du présent traité, les Parties contractantes créent un organisme international appelé Organisme pour l'Interdiction des Armes Nucléaires en Amérique Latine et ci-après dénommé « l'Organisme ». Ses décisions ne pourront affecter que les Parties contractantes.

2. L'Organisme devra organiser des consultations périodiques ou extraordinaires entre les États Membres au sujet des buts, mesures et procédures énoncés dans le présent traité et du contrôle de l'exécution des obligations découlant dudit traité.

3. Les Parties contractantes conviennent d'apporter à l'Organisme une collaboration pleine et rapide, conformément aux dispositions du présent traité et des accords qu'elles seraient appelées à conclure avec l'Organisme, ainsi qu'aux accords que ledit Organisme serait appelé à conclure avec d'autres organisations ou organismes internationaux.

4. Le siège de l'Organisme sera à la ville de Mexico.

ORGANES

Article 8

1. Les organes principaux de l'Organisme sont une Conférence générale, un Conseil et un Secrétariat.

2. Pourront être créés, conformément aux dispositions du présent traité, les organes subsidiaires que la Conférence générale estime nécessaires.

LA CONFERENCIA GENERAL

Artículo 9

1. La Conferencia General, órgano supremo del Organismo, estará integrada por todas las Partes Contratantes, y celebrará cada dos años reuniones ordinarias, pudiendo, además, realizar reuniones extraordinarias, cada vez que así esté previsto en el presente Tratado, o que las circunstancias lo aconsejen a juicio del Consejo.
2. La Conferencia General :
 - a. Podrá considerar y resolver dentro de los límites del presente Tratado cualesquier asunto o cuestiones comprendidos en él, incluyendo los que se refieran a los poderes y funciones de cualquier órgano previsto en el mismo Tratado ;
 - b. Establecerá los procedimientos del Sistema de Control para la observancia del presente Tratado, de conformidad con las disposiciones del mismo.
 - c. Elegirá a los Miembros del Consejo y al Secretario General ;
 - d. Podrá remover al Secretario General cuando así lo exija el buen funcionamiento del Organismo ;
 - e. Recibirá y considerará los informes bienales o especiales que rindan el Consejo y el Secretario General ;
 - f. Promoverá y considerará estudios para la mejor realización de los propósitos del presente Tratado, sin que ello obste para que el Secretario General, separadamente, pueda efectuar estudios semejantes y someterlos para su examen a la Conferencia ;
 - g. Será el órgano competente para autorizar la concertación de acuerdos con gobiernos y con otras organizaciones y organismos internacionales.
3. La Conferencia General aprobará el presupuesto del Organismo y fijará la escala de las cuotas financieras que los Estados Miembros deberán cubrir, teniendo en consideración los sistemas y criterios utilizados para el mismo fin por la Organización de las Naciones Unidas.
4. La Conferencia General elegirá sus autoridades para cada reunión, y podrá establecer los órganos subsidiarios que estime necesarios para el desempeño de sus funciones.
5. Cada Miembro del Organismo tendrá un voto. Las decisiones de la Conferencia General, en cuestiones relativas al Sistema de Control y a las medidas que se refieran al artículo 20, la admisión de nuevos Miembros, la elección y remoción del Secretario General, la aprobación del presupuesto y de las cuestiones relativas al mismo, se tomarán por el voto de una mayoría de dos tercios de los Miembros presentes y votantes. Las decisiones sobre otros

LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE

Article 9

1. La Conférence générale, organe suprême de l'Organisme, sera composée de toutes les Parties contractantes, et tiendra tous les deux ans une session ordinaire ; elle pourra en plus tenir des sessions extraordinaires lorsqu'il en est ainsi prévu dans le présent traité ou que, de l'avis du Conseil, les circonstances le réclament.
2. La Conférence générale :
 - a) Pourra examiner et résoudre, dans le cadre du présent traité, toutes les questions visées par celui-ci, y compris celles relatives aux attributions et aux fonctions de tout organe prévu par ledit traité ;
 - b) Établira les modalités du système de contrôle en vue de l'exécution du présent traité, conformément aux dispositions dudit traité ;
 - c) Élira les Membres du Conseil et le Secrétaire général ;
 - d) Pourra destituer le Secrétaire général quand le bon fonctionnement de l'Organisme l'exige ;
 - e) Recevra et étudiera les rapports biennaux ou spéciaux présentés par le Conseil et le Secrétaire général ;
 - f) Encouragera et examinera des études tendant à une meilleure réalisation des buts du présent traité, sans que cela empêche le Secrétaire général d'effectuer, séparément, des études similaires, qu'il soumettra à la Conférence, pour examen ;
 - g) Sera l'organe compétent pour autoriser la conclusion d'accords avec les gouvernements et avec d'autres organisations et organismes internationaux.
3. La Conférence générale approuvera le budget de l'Organisme et fixera le barème des contributions financières que les États Membres devront verser, en tenant compte des systèmes et critères appliqués à cette fin par l'Organisation des Nations Unies.
4. La Conférence générale élira son Bureau pour chaque réunion, et pourra créer les organes subsidiaires qu'elle estime nécessaires à l'acquittement de ses fonctions.
5. Chaque Membre de l'Organisme disposera d'une voix. Les décisions de la Conférence générale, relatives aux questions concernant le système de contrôle ainsi que les mesures visées à l'article 20, l'admission de nouveaux Membres, l'élection et le remplacement du Secrétaire général, l'approbation du budget et des questions y ayant trait, seront prises à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants. Les décisions sur d'autres questions,

asuntos, así como las cuestiones de procedimiento y también la determinación de las que deban resolverse por mayoría de dos tercios, se tomarán por la mayoría simple de los Miembros presentes y votantes.

6. La Conferencia General adoptará su propio reglamento.

EL CONSEJO

Artículo 10

1. El Consejo se compondrá de cinco Miembros, elegidos por la Conferencia General de entre las Partes Contratantes teniendo debidamente en cuenta la representación geográfica equitativa.
2. Los Miembros del Consejo serán elegidos por un período de cuatro años. Sin embargo, en la primera elección tres serán elegidos por dos años. Los Miembros salientes no serán reelegibles para el período subsiguiente, a menos que el número de Estados para los cuales el Tratado esté en vigor no lo permitiese.
3. Cada Miembro del Consejo tendrá un Representante.
4. El Consejo será organizado de modo que pueda funcionar continuamente.
5. Además de las atribuciones que le confiere el presente Tratado y de las que le asigne la Conferencia General, el Consejo, a través del Secretario General, velará por el buen funcionamiento del Sistema de Control, de acuerdo con las disposiciones del presente Tratado y con las decisiones adoptadas por la Conferencia General.
6. El Consejo rendirá a la Conferencia General un informe anual sobre sus actividades, así como los informes especiales que considere convenientes o que la Conferencia General le solicite.
7. El Consejo elegirá sus autoridades para cada reunión.
8. Las decisiones del Consejo se tomarán por el voto de una mayoría simple de sus Miembros presentes y votantes.
9. El Consejo adoptará su propio reglamento.

LA SECRETARÍA

Artículo 11

1. La Secretaría se compondrá de un Secretario General, que será el más alto funcionario administrativo del Organismo, y del personal que éste requiera. El Secretario General durará en su cargo un período de cuatro años, pudiendo ser reelecto por un período único adicional. El Secretario General no podrá ser nacional del país sede del Organismo. En caso de falta absoluta

ainsi que les questions de procédure et la détermination de celles exigeant une majorité des deux tiers, seront prises à la majorité simple des Membres présents et votants.

6. La Conférence générale établira son propre règlement.

LE CONSEIL

Article 10

1. Le Conseil sera composé de cinq Membres, élus par la Conférence générale parmi les Parties contractantes, en tenant dûment compte du principe de la représentation géographique équitable.

2. Les Membres du Conseil seront élus pour une période de quatre ans. Toutefois, à la première élection trois de ces Membres ne seront élus que pour deux ans. Les Membres sortants ne seront pas rééligibles pour la période subséquente, à moins que le nombre restreint des États pour lesquels le présent traité soit en vigueur ne le rende nécessaire.

3. Chaque Membre du Conseil aura un représentant.

4. Le Conseil sera organisé de façon à pouvoir exercer ses fonctions en permanence.

5. Outre les attributions que lui confère le présent traité et celles que pourra lui assigner la Conférence générale, le Conseil, par l'intermédiaire du Secrétaire général, veillera au bon fonctionnement du système de contrôle, conformément aux dispositions de ce traité et aux décisions adoptées par la Conférence générale.

6. Le Conseil présentera à la Conférence générale un rapport annuel au sujet de ses activités, ainsi que les rapports spéciaux qu'il estime opportuns ou que la Conférence générale pourrait lui demander.

7. Le Conseil élira son Bureau pour chaque réunion.

8. Les décisions du Conseil seront prises à la majorité simple des Membres présents et votants.

9. Le Conseil établira son propre règlement.

LE SECRÉTARIAT

Article 11

1. Le Secrétariat sera composé d'un Secrétaire général, qui sera le plus haut fonctionnaire de l'Organisme, et du personnel dont celui-ci aura besoin. Le Secrétaire général occupera son poste pour une durée de quatre ans et pourra être réélu une seule fois pour une période de la même durée. Le Secrétaire général ne pourra pas être ressortissant du pays où l'Organisme a établi

del Secretario General, se procederá a una nueva elección por el resto del período.

2. El personal de la Secretaría será nombrado por el Secretario General, de acuerdo con las directivas que imparta la Conferencia General.

3. Además de las atribuciones que le confiere el presente Tratado y de las que pueda asignarle la Conferencia General, el Secretario General velará, de conformidad con el artículo 10, párrafo 5, por el buen funcionamiento del Sistema de Control establecido en el presente Tratado, de acuerdo con las disposiciones de éste y con las decisiones adoptadas por la Conferencia General.

4. El Secretario General actuará como tal en todas las sesiones de la Conferencia General y del Consejo y rendirá a ambos un informe anual sobre las actividades del Organismo, así como los informes especiales que la Conferencia General o el Consejo le soliciten, o que el propio Secretario General considere convenientes.

5. El Secretario General establecerá los métodos de distribución, a todas las Partes Contratantes, de las informaciones que el Organismo reciba de fuentes gubernamentales o no gubernamentales, siempre que las de estas últimas sean de interés para el Organismo.

6. En el cumplimiento de sus deberes, el Secretario General y el personal de la Secretaría no solicitarán ni recibirán instrucciones de ningún gobierno ni de ninguna autoridad ajena al Organismo, y se abstendrán de actuar en forma alguna que sea incompatible con su condición de funcionarios internacionales responsables únicamente ante el Organismo; con sujeción a sus responsabilidades para con el Organismo, no revelarán ningún secreto de fabricación ni cualquier otro dato confidencial que llegue a su conocimiento en virtud del desempeño de sus funciones oficiales en el Organismo.

7. Cada una de las Partes Contratantes se compromete a respetar el carácter exclusivamente internacional de las funciones del Secretario General y del personal de la Secretaría, y a no tratar de influir sobre ellos en el desempeño de sus funciones.

SISTEMA DE CONTROL

Artículo 12

1. Con el objeto de verificar el cumplimiento de las obligaciones contraídas por las Partes Contratantes según las disposiciones del artículo 1, se establece un Sistema de Control que se aplicará de acuerdo con lo estipulado en los artículos 13 a 18 del presente Tratado.

son siège. En cas de vacance du poste de Secrétaire général, l'on procédera à une nouvelle élection pour couvrir le reste de la période à remplir.

2. Le personnel du Secrétariat sera désigné par le Secrétaire général, conformément aux directives données par la Conférence générale.

3. Outre les attributions que lui confère le présent traité et celles que pourra lui assigner la Conférence générale, le Secrétaire général veillera, conformément aux dispositions énoncées à l'article 10, paragraphe 5, au bon fonctionnement du système de contrôle établi par le présent traité, en conformité avec les dispositions de celui-ci et les décisions adoptées par la Conférence générale.

4. Le Secrétaire général agira en cette qualité à toutes les réunions de la Conférence générale et du Conseil et présentera à ceux-ci un rapport annuel sur les activités de l'Organisme, ainsi que les rapports spéciaux que la Conférence générale ou le Conseil lui demanderont ou que le Secrétaire général lui-même jugera opportuns.

5. Le Secrétaire général établira les méthodes régissant la diffusion, à toutes les Parties contractantes, des informations que l'Organisme recevra de sources gouvernementales ou non gouvernementales, à condition que les informations reçues de ces dernières puissent présenter un intérêt pour l'Organisme.

6. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Secrétaire général et le personnel du Secrétariat ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisme, et ils s'abstiendront de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux responsables uniquement envers l'Organisme; vu leurs responsabilités vis-à-vis de l'Organisme, ils ne doivent révéler aucun secret de fabrication ni aucun autre renseignement confidentiel dont ils auraient connaissance du fait des fonctions officielles qu'ils exercent pour le compte de l'Organisme.

7. Chacune des Parties contractantes s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Secrétaire général et du personnel du Secrétariat et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

SYSTÈME DE CONTRÔLE

Article 12

1. Afin de vérifier l'exécution des obligations auxquelles se sont engagées les Parties contractantes en vertu des dispositions de l'article premier, un système de contrôle est établi qui sera appliqué conformément aux dispositions des articles 13 à 18 du présent traité.

2. El Sistema de Control estará destinado a verificar especialmente :
 - a. Que los artefactos, servicios e instalaciones destinados a usos pacíficos de la energía nuclear no sean utilizados en el ensayo y la fabricación de armas nucleares ;
 - b. Que no llegue a realizarse en el territorio de las Partes Contratantes ninguna de las actividades prohibidas en el artículo 1 del presente Tratado, con materiales o armas nucleares introducidos del exterior, y
 - c. Que las explosiones con fines pacíficos sean compatibles con las disposiciones contenidas en el artículo 18 del presente Tratado.

SALVAGUARDIAS DEL O.I.E.A.

Artículo 13

Cada Parte Contratante negociará acuerdos — multilaterales o bilaterales — con el Organismo Internacional de Energía Atómica para la aplicación de las Salvaguardias de éste a sus actividades nucleares. Cada Parte Contratante deberá iniciar las negociaciones dentro de un término de ciento ochenta días después de la fecha del depósito de su respectivo instrumento de ratificación del presente Tratado. Estos acuerdos deberán entrar en vigor, para cada una de las Partes, a más tardar dieciocho meses a contar de la fecha de iniciación de dichas negociaciones, salvo caso fortuito o fuerza mayor.

INFORMES DE LAS PARTES

Artículo 14

1. Las Partes Contratantes presentarán al Organismo y al Organismo Internacional de Energía Atómica, para su conocimiento, informes semestrales en los que se declare que ninguna actividad prohibida por las disposiciones del presente Tratado ha tenido lugar en sus respectivos territorios.
2. Las Partes Contratantes enviarán simultáneamente al Organismo copia de cualquier informe que envíen al Organismo Internacional de Energía Atómica en relación con las materias objeto del presente Tratado y con la aplicación de las Salvaguardias.
3. Las Partes Contratantes transmitirán también a la Organización de los Estados Americanos, para su conocimiento, los informes que puedan interesar a ésta en cumplimiento de las obligaciones establecidas por el Sistema Interamericano.

INFORMES ESPECIALES A SOLICITUD DEL SECRETARIO GENERAL

Artículo 15

1. El Secretario General, con autorización del Consejo, podrá solicitar de cualquiera de las Partes que proporcione al Organismo información comple-

2. Le système de contrôle est destiné à veiller tout particulièrement :
- a) À ce que les dispositifs, services et installations destinés à l'usage pacifique de l'énergie nucléaire ne soient pas utilisés en vue de l'expérimentation et de la fabrication d'armes nucléaires ;
 - b) À ce que ne s'exerce sur le territoire des Parties contractantes aucune des activités prohibées selon les dispositions de l'article premier de ce traité, avec du matériel ou des armes nucléaires amenés de l'extérieur, et
 - c) À ce que les explosions effectuées à des fins pacifiques soient compatibles avec les dispositions de l'article 18 du présent traité.

GARANTIES DE L'A.I.E.A.

Article 13

Chaque Partie contractante négociera des accords — multilatéraux ou bilatéraux — avec l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique en vue de l'application de son système de garanties à leurs activités nucléaires. Chaque Partie contractante devra entamer les négociations dans un laps de cent quatre-vingt jours après la date de dépôt de son instrument de ratification respectif du présent traité. Ces accords devront entrer en vigueur, pour chacune des Parties, au plus tard dix-huit mois à compter de la date du commencement desdites négociations, sauf en cas imprévu ou de force majeure.

RAPPORTS DES PARTIES

Article 14

1. Les Parties contractantes présenteront à l'Organisme et à l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, aux fins d'information, des rapports semestriels attestant qu'aucune activité interdite par les dispositions du présent traité n'a eu lieu sur leurs territoires respectifs.
2. Les Parties contractantes enverront à l'Organisme, simultanément, copie de tout rapport relatif aux questions qui font l'objet du présent traité et à l'application des garanties, qu'elles présenteront à l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique.
3. Les Parties contractantes communiqueront également à l'Organisation des États Américains, pour information, les rapports qui puissent l'intéresser, conformément aux obligations établies par le Système interaméricain.

RAPPORTS SPÉCIAUX DEMANDÉS PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Article 15

1. Le Secrétaire général, avec l'autorisation du Conseil, pourra demander à l'une quelconque des Parties contractantes de fournir à l'Organisme des

mentaria o suplementaria, respecto de cualquier hecho o circunstancia relacionados con el cumplimiento del presente Tratado, explicando las razones que tuviere para ello. Las Partes Contratantes se comprometen a colaborar pronta y ampliamente con el Secretario General.

2. El Secretario General informará inmediatamente al Consejo y a las Partes sobre tales solicitudes y sobre las respectivas respuestas.

INSPECCIONES ESPECIALES

Artículo 16

1. El Organismo Internacional de Energía Atómica, así como el Consejo creado por el presente Tratado, tienen la facultad de efectuar inspecciones especiales en los siguientes casos :

a. El Organismo Internacional de Energía Atómica, en conformidad con los acuerdos a que se refiere el artículo 13 del presente Tratado ;

b. El Consejo :

(i) Cuando, especificando las razones en que se funde, así lo solicite cualquiera de las Partes que sospeche que se ha realizado o está en vías de realización alguna actividad prohibida por el presente Tratado, tanto en el territorio de cualquier otra Parte, como en cualquier otro sitio por mandato de esta última, determinará inmediatamente que se efectúe la inspección de conformidad con el artículo 10, párrafo 5 ;

(ii) Cuando lo solicite cualquiera de las Partes que haya sido objeto de sospecha o del cargo de haber violado el presente Tratado, dispondrá inmediatamente que se efectúe la inspección especial solicitada, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 10, párrafo 5.

Las solicitudes anteriores se formularán ante el Consejo por intermedio del Secretario General.

2. Los costos y gastos de toda inspección especial, efectuada con base en el párrafo 1, inciso *b*, apartados (i) e (ii), de este artículo, serán por cuenta de la Parte o Partes solicitantes, excepto cuando el Consejo concluya, con base en el informe sobre la inspección especial, que, en vista de las circunstancias que concurran en el caso, tales costos y gastos serán por cuenta del Organismo.

3. La Conferencia General determinará los procedimientos a que se sujetarán la organización y ejecución de las inspecciones especiales a que se refiere el párrafo 1, inciso *b*, apartados (i) e (ii).

4. Las Partes Contratantes convienen en permitir a los inspectores que lleven a cabo tales inspecciones especiales pleno y libre acceso, a todos los sitios y a todos los datos necesarios para el desempeño de su comisión y que

renseignements complémentaires ou supplémentaires touchant tout fait ou circonstance relatifs à l'exécution du présent traité, en indiquant les motifs de sa demande. Les Parties contractantes s'engagent à collaborer rapidement et pleinement avec le Secrétaire général.

2. Le Secrétaire général informera immédiatement le Conseil et toutes les Parties contractantes de telles demandes et des réponses respectives.

INSPECTIONS SPÉCIALES

Article 16

1. L'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, de même que le Conseil créé aux termes du présent traité, ont la faculté d'effectuer des inspections spéciales dans les cas ci-après :

- a) L'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, conformément aux accords visés à l'article 13 du présent traité ;
- b) Le Conseil :
 - i) Quand une quelconque des Parties formule une demande à cette fin, en indiquant les raisons sur lesquelles elle se fonde pour soupçonner que des activités interdites en vertu du présent traité ont eu lieu ou vont avoir lieu, sur le territoire d'une autre Partie contractante quelconque, ou en quelque autre lieu pour le compte de cette dernière, le Conseil décidera immédiatement qu'une inspection conformément aux dispositions de l'article 10, paragraphe 5, devra être effectuée ;
 - ii) Quand une quelconque des Parties soupçonnée ou accusée d'avoir violé le présent traité en formule la demande, le Conseil fera immédiatement procéder à l'inspection spéciale sollicitée, conformément aux dispositions de l'article 10, paragraphe 5.

Les demandes sus-mentionnées seront présentées au Conseil par l'intermédiaire du Secrétaire général.

2. Les frais et dépenses afférents aux inspections spéciales effectuées en vertu du paragraphe 1, alinéas *b*, *i*, et *b*, *ii*, du présent article, seront à la charge de la Partie ou des Parties qui auront demandé l'enquête, sauf si le Conseil, en se fondant sur le rapport concernant l'inspection spéciale, conclut qu'étant donné les circonstances particulières du cas examiné, ces frais et dépenses seront supportés par l'Organisme.

3. La Conférence générale déterminera la procédure à adopter en ce qui concerne l'organisation et l'exécution des inspections spéciales effectuées en vertu du paragraphe 1, alinéas *b*, *i*, et *b*, *ii*, du présent article.

4. Les Parties contractantes conviennent de permettre aux inspecteurs chargés de ces enquêtes spéciales d'avoir accès, librement et sans restrictions, à tous lieux et à tous renseignements directement et intimement liés

estén directa y estrechamente vinculados a la sospecha de violación del presente Tratado. Los inspectores designados por la Conferencia General serán acompañados por representantes de las autoridades de la Parte Contratante en cuyo territorio se efectúe la inspección, si éstas así lo solicitan, en el entendimiento de que ello no retarde ni obstaculice en forma alguna los trabajos de los referidos inspectores.

5. El Consejo, por conducto del Secretario General, enviará inmediatamente a todas las Partes copia de cualquier informe resultante de las inspecciones especiales.

6. El Consejo, por conducto del Secretario General, enviará asimismo al Secretario General de las Naciones Unidas, para su transmisión al Consejo de Seguridad y a la Asamblea General de aquella Organización, y para su conocimiento al Consejo de la Organización de los Estados Americanos, copia de cualquier informe resultante de toda inspección especial llevada a cabo de conformidad con el párrafo 1, inciso *b*, apartados (i) e (ii), de este artículo.

7. El Consejo podrá acordar, o cualquiera de las Partes podrá solicitar, que sea convocada una reunión extraordinaria de la Conferencia General para considerar los informes resultantes de cualquier inspección especial. En tal caso el Secretario General procederá inmediatamente a convocar la reunión extraordinaria solicitada.

8. La Conferencia General, convocada a reunión extraordinaria con base en este artículo, podrá hacer recomendaciones a las Partes y presentar asimismo informes al Secretario General de las Naciones Unidas, para su transmisión al Consejo de Seguridad y a la Asamblea General de dicha Organización.

USO PACÍFICO DE LA ENERGÍA NUCLEAR

Artículo 17

Ninguna de las disposiciones contenidas en el presente Tratado menoscaba los derechos de las Partes Contratantes para usar, en conformidad con este instrumento, la energía nuclear con fines pacíficos, de modo particular en su desarrollo económico y progreso social.

EXPLOSIONES CON FINES PACÍFICOS

Artículo 18

1. Las Partes Contratantes podrán realizar explosiones de dispositivos nucleares con fines pacíficos — inclusive explosiones que presupongan artefactos similares a los empleados en el armamento nuclear — o prestar su colaboración a terceros para los mismos fines, siempre que no contravengan

au soupçon de violation du présent traité, dont ils auraient besoin pour accomplir leur tâche. Les inspecteurs désignés par la Conférence générale seront accompagnés par des représentants des autorités de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'enquête doit avoir lieu, si ces autorités en font la demande et à condition que cela ne retarde ni n'entrave d'aucune façon les travaux des inspecteurs.

5. Le Conseil, par l'intermédiaire du Secrétaire général, enverra sans délai à toutes les Parties contractantes copie de tout rapport établi à la suite d'une inspection spéciale.

6. De même, le Conseil, par l'intermédiaire du Secrétaire général, enverra au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, aux fins de transmission au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale de cette Organisation, et au Conseil de l'Organisation des États Américains, à titre d'information, copie de tout rapport établi à la suite d'une inspection spéciale, réalisée conformément au paragraphe 1, alinéas *b*, *i*, et *b*, *ii*, de cet article.

7. Le Conseil pourra décider, ou l'une des Parties contractantes pourra demander, la convocation d'une session extraordinaire de la Conférence générale, afin d'examiner les rapports établis à la suite d'une inspection spéciale. Dans ce cas, le Secrétaire général procédera immédiatement à la convocation de la session extraordinaire demandée.

8. La Conférence générale, convoquée en session extraordinaire en vertu du présent article, pourra faire des recommandations aux Parties contractantes et présenter des rapports au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aux fins de transmission au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale de ladite Organisation.

EMPLOI DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE À DES FINS PACIFIQUES

Article 17

Aucune des dispositions du présent traité ne portera atteinte au droit des Parties contractantes, conformément aux dispositions de cet instrument, d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, notamment celles visant leur développement et leur progrès social.

EXPLOSIONS À DES FINS PACIFIQUES

Article 18

1. Les Parties contractantes pourront procéder à des explosions de dispositifs nucléaires à des fins pacifiques — même s'il s'agit d'explosions qui rendent nécessaire l'emploi de dispositifs semblables à ceux qui sont utilisés dans l'armement nucléaire — ou collaborer avec de tiers à cet effet, à condition

las disposiciones del presente artículo y las demás del Tratado, en especial las de los artículos 1 y 5.

2. Las Partes Contratantes que tengan la intención de llevar a cabo una de tales explosiones, o colaborar para ello, deberán notificar al Organismo y al Organismo Internacional de Energía Atómica, con la antelación que las circunstancias lo exijan, la fecha de la explosión y presentar simultáneamente las siguientes informaciones :

- a. El carácter del dispositivo nuclear y el origen del mismo ;
- b. El sitio y la finalidad de la explosión en proyecto ;
- c. Los procedimientos que se seguirán para dar cumplimiento al párrafo 3 de este artículo ;
- d. La potencia que se espera tenga el dispositivo, y
- e. Los datos más completos sobre la posible precipitación radiactiva que sea consecuencia de la explosión o explosiones, y las medidas que se tomarán para evitar riesgos a la población, flora, fauna y territorios de otra u otras Partes.

3. El Secretario General y el personal técnico designado por el Consejo, así como el del Organismo Internacional de Energía Atómica, podrán observar todos los preparativos, inclusive la explosión del dispositivo, y tendrán acceso irrestricto a toda área vecina del sitio de la explosión para asegurarse de que el dispositivo, así como los procedimientos seguidos en la explosión, se ajustan a la información presentada de acuerdo con el párrafo 2 de este artículo y a las disposiciones del presente Tratado.

4. Las Partes Contratantes podrán recibir la colaboración de terceros para el objeto señalado en el párrafo 1 de este artículo, de acuerdo con las disposiciones de los párrafos 2 y 3 del mismo.

RELACIONES CON OTROS ORGANISMOS INTERNACIONALES

Artículo 19

1. El Organismo podrá concertar con el Organismo Internacional de Energía Atómica los acuerdos que autorice la Conferencia General y que considere apropiados para facilitar el eficaz funcionamiento del Sistema de Control establecido en el presente Tratado.

2. El Organismo podrá también entrar en relación con cualquier organización u organismo internacional, especialmente con los que lleguen a crearse en el futuro para supervisar el desarme o las medidas de control de armamentos en cualquier parte del mundo.

3. Las Partes Contratantes, cuando lo estimen conveniente, podrán solicitar el asesoramiento de la Comisión Interamericana de Energía Nuclear, en todas las cuestiones de carácter técnico relacionadas con la aplicación

de ne pas enfreindre les dispositions du présent article, de même que les autres stipulations du traité, notamment celles énoncées aux articles 1 et 5.

2. Les Parties contractantes qui auraient l'intention de procéder ou de collaborer à de telles explosions devront aviser l'Organisme, ainsi que l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, avec le préavis qu'exigent les circonstances, de la date de l'explosion et fournir simultanément les renseignements suivants :

- a) Type et origine du dispositif nucléaire ;
- b) Lieu et objectif de l'explosion projetée ;
- c) Procédure qui sera suivie pour appliquer les dispositions du paragraphe 3 du présent article ;
- d) Puissance escomptée du dispositif, et
- e) Les données les plus complètes sur les retombées radioactives possibles à la suite de l'explosion ou des explosions et les mesures envisagées pour éviter tout dommage à la population, à la flore et à la faune, ainsi qu'au territoire d'une ou de plusieurs autres Parties.

3. Le Secrétaire général et le personnel technique désigné par le Conseil de même que celui de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique seront autorisés à observer tous les préparatifs, ainsi que l'explosion du dispositif, et auront accès sans restriction à toute zone avoisinant le lieu de l'explosion afin de s'assurer que le dispositif, ainsi que les procédés suivis au cours de l'opération, correspondent aux renseignements communiqués conformément au paragraphe 2 du présent article, et aux dispositions du présent traité.

4. Les Parties contractantes pourront bénéficier de la collaboration de tiers aux fins visées au paragraphe 1 du présent article conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 de celui-ci.

RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISMES INTERNATIONAUX

Article 19

1. L'Organisme pourra conclure avec l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique les accords autorisés par la Conférence générale et qu'il jugera propres à faciliter le fonctionnement efficace du système de contrôle établi par le présent traité.

2. L'Organisme pourra également entrer en relation avec toute organisation ou tout organisme international, notamment avec ceux qui pourraient être créés dans l'avenir pour surveiller le désarmement ou les mesures de contrôle des armements dans une quelconque région du monde.

3. Lorsqu'elles le jugeront opportun, les Parties contractantes pourront demander l'assistance de la Commission Interaméricaine de l'Énergie Nucléaire pour toutes questions de caractère technique relatives à l'application du traité,

del presente Tratado, siempre que así lo permitan las facultades conferidas a dicha Comisión por su Estatuto.

MEDIDAS EN CASO DE VIOLACIÓN DEL TRATADO

Artículo 20

1. La Conferencia General tomará conocimiento de todos aquellos casos en que, a su juicio, cualquiera de las Partes Contratantes no esté cumpliendo con las obligaciones derivadas del presente Tratado y llamará la atención de la Parte de que se trate, haciéndole las recomendaciones que juzgue adecuadas.
2. En caso de que, a su juicio, el incumplimiento en cuestión constituya una violación del presente Tratado que pudiera llegar a poner en peligro la paz y la seguridad, la propia Conferencia General informará sobre ello simultáneamente al Consejo de Seguridad y a la Asamblea General de las Naciones Unidas, por conducto del Secretario General de dicha Organización, así como al Consejo de la Organización de los Estados Americanos. La Conferencia General informará asimismo al Organismo Internacional de Energía Atómica a los efectos que resulten pertinentes de acuerdo con el Estatuto de éste.

ORGANIZACIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS Y ORGANIZACIÓN DE LOS ESTADOS AMERICANOS

Artículo 21

Ninguna de las estipulaciones del presente Tratado se interpretará en el sentido de menoscabar los derechos y obligaciones de las Partes, de acuerdo con la Carta de las Naciones Unidas, ni, en el caso de los Estados Miembros de la Organización de los Estados Americanos, de acuerdo con los Tratados regionales existentes.

PRERROGATIVAS E INMUNIDADES

Artículo 22

1. El Organismo gozará, en el territorio de cada una de las Partes Contratantes, de la capacidad jurídica y de las prerrogativas e inmunidades que sean necesarias para el ejercicio de sus funciones y la realización de sus propósitos.
2. Los Representantes de las Partes Contratantes acreditados ante el Organismo, y los funcionarios de éste, gozarán asimismo de las prerrogativas e inmunidades necesarias para el desempeño de sus funciones.
3. El Organismo podrá concertar acuerdos con las Partes Contratantes con el objeto de determinar los pormenores de aplicación de los párrafos 1 y 2 de este artículo.

à condition qu'elles relèvent du mandat de ladite Commission fixé par son Statut.

MESURES À APPLIQUER EN CAS DE VIOLATION DU TRAITÉ

Article 20

1. La Conférence générale prendra connaissance de tous les cas dans lesquels, à son avis, une quelconque des Parties contractantes ne s'acquitte pas comme il convient des obligations qui lui incombent en vertu du présent traité et attirera sur ce point l'attention de ladite Partie, en lui faisant les recommandations qu'elle jugera appropriées.

2. Au cas où elle estimerait que le manquement en question constitue une violation du présent traité de nature à mettre en danger la paix et la sécurité, la Conférence générale en informera simultanément le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies par l'intermédiaire du Secrétaire général de ladite Organisation, ainsi que le Conseil de l'Organisation des États Américains. La Conférence générale informera de même l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique pour qu'elle prenne les dispositions pertinentes conformément à son Statut.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

Article 21

Aucune des dispositions du présent traité ne pourra être interprétée comme portant atteinte aux droits et obligations des Parties découlant de la Charte des Nations Unies et, pour les États Membres de l'Organisation des États Américains, des traités régionaux existants.

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Article 22

1. L'Organisme jouira, sur le territoire de chacune des Parties contractantes, de la capacité juridique et des privilèges et immunités qui lui soient nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses buts.

2. Les représentants des Parties contractantes accrédités auprès de l'Organisme et les fonctionnaires de celui-ci jouiront également des privilèges et immunités qui leur soient nécessaires pour exercer leurs fonctions.

3. L'Organisme pourra conclure des accords avec les Parties contractantes en vue de fixer les détails d'application des paragraphes 1 et 2 de cet article.

NOTIFICACIÓN DE OTROS ACUERDOS

Artículo 23

Una vez que haya entrado en vigor el presente Tratado, todo acuerdo internacional que concierna cualquiera de las Partes Contratantes, sobre las materias a que el mismo se refiere, será notificado inmediatamente a la Secretaría, para que ésta lo registre y notifique a las demás Partes Contratantes.

SOLUCIÓN DE CONTROVERSIAS

Artículo 24

A menos que las Partes interesadas convengan en algún otro medio de solución pacífica, cualquier cuestión o controversia sobre la interpretación o aplicación del presente Tratado, que no haya sido solucionada, podrá ser sometida a la Corte Internacional de Justicia, previo el consentimiento de las Partes en la controversia.

FIRMA

Artículo 25

1. El presente Tratado estará abierto indefinidamente a la firma de :
 - a. Todas las Repúblicas latinoamericanas, y
 - b. Los demás Estados soberanos del hemisferio occidental situados totalmente al sur del paralelo 35° latitud norte ; y, salvo lo dispuesto en el párrafo 2 de este artículo, los que vengan a serlo, cuando sean admitidos por la Conferencia General.

2. La Conferencia General no adoptará decisión alguna con respecto a la admisión de una entidad política cuyo territorio esté sujeto, total o parcialmente y con anterioridad a la fecha de la apertura a firma del presente Tratado, a litigio o reclamación entre un país extracontinental y uno o más Estados latinoamericanos, mientras no se haya puesto fin a la controversia mediante procedimientos pacíficos.

RATIFICACIÓN Y DEPÓSITO

Artículo 26

1. El presente Tratado está sujeto a la ratificación de los Estados signatarios, de acuerdo con los procedimientos constitucionales respectivos.
2. Tanto el presente Tratado como los instrumentos de ratificación serán entregados para su depósito al Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos, al que se designa como Gobierno Depositario.

NOTIFICATION D'AUTRES ACCORDS

Article 23

Après l'entrée en vigueur du présent traité, tout accord international qui serait conclu par une des Parties contractantes, sur des questions qui font l'objet dudit traité, sera notifié immédiatement au Secrétariat, qui l'enregistrera et en avisera les autres Parties contractantes.

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Article 24

À moins que les Parties intéressées ne conviennent d'un autre mode de règlement pacifique, toute question ou tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent traité, qui n'aura pas été résolu, pourra être soumis à la Cour Internationale de Justice avec l'assentiment préalable des Parties au différend.

SIGNATURE

Article 25

1. Le présent traité est ouvert indéfiniment à la signature :
 - a) De toutes les Républiques latino-américaines, et
 - b) Des autres États souverains de l'hémisphère occidental dont le territoire est situé en totalité au sud du 35^e parallèle de latitude nord ; et, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de cet article, de ceux qui viendraient à le devenir, quand leur admission aura été approuvée par la Conférence générale.
2. La Conférence générale ne prendra aucune décision au sujet de l'admission d'une entité politique dont le territoire soit l'objet, en totalité ou en partie, et antérieurement à la date de l'ouverture à la signature du présent traité, d'un litige ou d'une revendication opposant un pays extra-continentale à un ou plusieurs pays latino-américains, tant que la contestation n'aura pas été réglée au moyen d'une procédure pacifique.

RATIFICATION ET DÉPÔT

Article 26

1. Le présent traité est soumis à la ratification des États signataires, conformément à la procédure prévue par leurs constitutions respectives.
2. Le présent traité ainsi que les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement des États Unis du Mexique, qui est désigné comme Gouvernement dépositaire.

3. El Gobierno Depositario enviará copias certificadas del presente Tratado a los Gobiernos de los Estados signatarios y les notificará el depósito de cada instrumento de ratificación.

RESERVAS

Artículo 27

El presente Tratado no podrá ser objeto de reservas.

ENTRADA EN VIGOR

Artículo 28

1. Salvo lo previsto en el párrafo 2 de este artículo, el presente Tratado entrará en vigor entre los Estados que lo hubieren ratificado tan pronto como se hayan cumplido los siguientes requisitos :

- a. Entrega al Gobierno Depositario de los instrumentos de ratificación del presente Tratado por parte de los Gobiernos de los Estados mencionados en el artículo 25 que existan en la fecha en que se abra a firma el presente Tratado y que no se vean afectados por lo dispuesto en el párrafo 2 del propio artículo 25 ;
- b. Firma y ratificación del Protocolo Adicional I anexo al presente Tratado, por parte de todos los Estados extracontinentales o continentales que tengan, *de jure o de facto*, responsabilidad internacional sobre territorios situados en la zona de aplicación del presente Tratado ;
- c. Firma y ratificación del Protocolo Adicional II anexo al presente Tratado, por parte de todas las potencias que posean armas nucleares ;
- d. Celebración de acuerdos bilaterales o multilaterales sobre la aplicación del Sistema de Salvaguardias del Organismo Internacional de Energía Atómica, de conformidad con el artículo 13 del presente Tratado.

2. Será facultad imprescriptible de todo Estado signatario la dispensa, en todo o en parte, de los requisitos establecidos en el párrafo anterior, mediante declaración que figurará como anexo al instrumento de ratificación respectivo y que podrá formularse en el momento de hacer el depósito de éste o con posterioridad. Para los Estados que hagan uso de esa facultad, el presente Tratado entrará en vigor con el depósito de la declaración, o tan pronto como se hayan cumplido los requisitos cuya dispensa no haya sido expresamente declarada.

3. Tan luego como el presente Tratado haya entrado en vigor, de conformidad con lo dispuesto en el párrafo 2, entre once Estados, el Gobierno Depositario convocará a una reunión preliminar de dichos Estados para que se constituya y entre en funciones el Organismo.

3. Le Gouvernement dépositaire enverra des copies certifiées conformes du présent traité aux gouvernements des États signataires et les avisera du dépôt de chaque instrument de ratification.

RÉSERVES

Article 27

Le présent traité ne pourra pas faire l'objet de réserves.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Article 28

1. Sous réserve des dispositions énoncées au paragraphe 2 de cet article, le présent traité entrera en vigueur entre les États qui l'auront ratifié, dès qu'auront été remplies les conditions suivantes :

- a) Remise au Gouvernement dépositaire des instruments de ratification du présent traité par les gouvernements des États visés à l'article 25 qui existeront à la date à laquelle le présent traité sera ouvert à la signature et auxquels les dispositions du paragraphe 2 dudit article 25 ne seraient pas applicables ;
- b) Signature et ratification du Protocole additionnel I qui figure en annexe au présent traité, par tous les États extra-continentaux ou continentaux qui soient de *jure* ou de *facto* internationalement responsables des territoires situés dans la zone d'application du présent traité ;
- c) Signature et ratification, par toutes les puissances qui possèdent des armes nucléaires, du Protocole additionnel II qui figure en annexe au présent traité ;
- d) Conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs à l'application du Système de garanties de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, conformément aux dispositions de l'article 13 du présent traité.

2. Tout État signataire aura le droit imprescriptible de renoncer, totalement ou partiellement, aux conditions prévues au paragraphe précédent, au moyen d'une déclaration qu'il formulera soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, soit ultérieurement, et qui sera joint en annexe audit instrument. Pour les États qui se prévaudront de ce droit, le présent traité entrera en vigueur dès le dépôt de la déclaration, ou dès qu'auront été remplies les conditions auxquelles l'État n'aura pas expressément renoncé.

3. Dès l'entrée en vigueur du présent traité entre onze États, conformément aux dispositions du paragraphe 2, le Gouvernement dépositaire convoquera une réunion préliminaire desdits États, en vue de la constitution et entrée en fonctions de l'Organisme.

4. Después de la entrada en vigor del presente Tratado para todos los países del área, el surgimiento de una nueva potencia poseedora de armas nucleares suspenderá la ejecución del presente Tratado para los países que lo ratificaron sin dispensar el párrafo 1, inciso c, de este artículo que así lo soliciten, hasta que la nueva potencia, por sí misma o a petición de la Conferencia General, ratifique el Protocolo Adicional II anexo.

REFORMAS

Artículo 29

1. Cualquier Parte podrá proponer reformas al presente Tratado, entregando sus propuestas al Consejo por conducto del Secretario General, quien las transmitirá a todas las otras Partes Contratantes y a los demás signatarios para los efectos del artículo 6. El Consejo, por conducto del Secretario General, convocará inmediatamente después de la reunión de signatarios a una reunión extraordinaria de la Conferencia General para examinar las propuestas formuladas, para cuya aprobación se requerirá la mayoría de dos tercios de las Partes Contratantes presentes y votantes.

2. Las reformas aprobadas entrarán en vigor tan pronto como sean cumplidos los requisitos mencionados en el artículo 28 del presente Tratado.

VIGENCIA Y DENUNCIA

Artículo 30

1. El presente Tratado tiene carácter permanente y regirá por tiempo indefinido, pero podrá ser denunciado por cualquiera de las Partes mediante notificación entregada al Secretario General del Organismo, si a juicio del Estado denunciante han ocurrido o pueden ocurrir circunstancias relacionadas con el contenido del presente Tratado o de los Protocolos Adicionales I y II anexos que afecten a sus intereses supremos, o a la paz y la seguridad de una o más Partes Contratantes.

2. La denuncia surtirá efecto tres meses después de la entrega de la notificación por parte del Gobierno del Estado signatario interesado al Secretario General del Organismo. Éste, a su vez, comunicará inmediatamente dicha notificación a las demás Partes Contratantes, así como al Secretario General de las Naciones Unidas para que lo haga del conocimiento del Consejo de Seguridad y de la Asamblea General de las Naciones Unidas. Igualmente la comunicará al Secretario General de la Organización de los Estados Americanos.

4. Après l'entrée en vigueur du présent traité pour tous les pays de la région, l'avènement d'une nouvelle puissance possédant des armes nucléaires aura l'effet de suspendre l'exécution du présent traité pour les pays qui l'auront ratifié sans avoir renoncé aux conditions stipulées au paragraphe 1, alinéa c, du présent article, et qui formuleraient une demande de suspension, jusqu'à ce que la nouvelle puissance ait ratifié, de sa propre initiative ou sur pétition de la Conférence générale, le Protocole additionnel II qui figure en annexe au présent traité.

AMENDEMENTS

Article 29

1. Toute Partie contractante pourra présenter des propositions d'amendement au présent traité. Elle les présentera au Conseil, par l'intermédiaire du Secrétaire général, qui les transmettra à toutes les autres Parties contractantes et aux autres signataires conformément aux dispositions de l'article 6. Le Conseil, par l'intermédiaire du Secrétaire général, convoquera, immédiatement après la réunion des signataires, une réunion extraordinaire de la Conférence générale pour examiner lesdites propositions, dont l'approbation requerra la majorité des deux tiers des Parties contractantes présentes et votantes.
2. Les amendements approuvés entreront en vigueur dès que les conditions énoncées à l'article 28 du présent traité auront été remplies.

DURÉE ET DÉNONCIATION

Article 30

1. Le présent traité a un caractère permanent et sera en vigueur pour une durée indéterminée, mais il pourra être dénoncé par une quelconque des Parties au moyen d'une notification présentée au Secrétaire général de l'Organisme, si l'État dénonçant estime que des événements en rapport avec le contenu du traité ou les dispositions des Protocoles additionnels I et II annexés, menaçant ses intérêts suprêmes, ou la paix et la sécurité d'une ou plusieurs Parties contractantes, se sont produits ou risquent de se produire.
2. La dénonciation prendra effet trois mois après la remise de la notification par le gouvernement de l'État signataire intéressé, au Secrétaire général de l'Organisme. Celui-ci communiquera immédiatement ladite notification aux autres Parties contractantes ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il la porte à la connaissance du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il la communiquera également au Secrétaire général de l'Organisation des États Américains.

TEXTOS AUTÉNTICOS Y REGISTRO

Artículo 31

El presente Tratado, cuyos textos en los idiomas español, chino, francés, inglés, portugués y ruso hacen igualmente fe, será registrado por el Gobierno Depositario de conformidad con el artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas. El Gobierno Depositario notificará al Secretario General de las Naciones Unidas las firmas, ratificaciones y reformas de que sea objeto el presente Tratado, y las comunicará, para su información, al Secretario General de la Organización de los Estados Americanos.

Artículo transitorio

La denuncia de la declaración a que se refiere el párrafo 2 del artículo 28 se sujetará a los mismos procedimientos que la denuncia del presente Tratado, con la salvedad de que surtirá efecto en la fecha de la entrega de la notificación respectiva.

EN FE DE LO CUAL los Plenipotenciarios infrascritos, habiendo depositado sus Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, firman el presente Tratado en nombre de sus respectivos Gobiernos.

HECHO en la ciudad de México, Distrito Federal, a los catorce días del mes de febrero del año mil novecientos sesenta y siete.

Por la República Argentina :

Por la República de Bolivia :

Reinaldo DEL CARPIO JÁUREGUI

Por el Brasil :

Por la República de Colombia :

Alvaro HERRÁN MEDINA

Tulio MARULANDA

TEXTES AUTHENTIQUES ET ENREGISTREMENT

Article 31

Le présent traité, dont les textes espagnol, anglais, chinois, français, portugais et russe font également foi, sera enregistré par le Gouvernement dépositaire conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies. Le Gouvernement dépositaire notifiera au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies les signatures, ratifications et amendements dont le présent traité fera l'objet et les communiquera, pour information, au Secrétaire général de l'Organisation des États Américains.

Article transitoire

La dénonciation de la déclaration visée au paragraphe 2 de l'article 28 est soumise aux mêmes procédures que la dénonciation du traité, sauf qu'elle prendra effet à la date de remise de la notification respective.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont signé le présent traité au nom de leurs Gouvernements respectifs.

FAIT à Mexico, District Fédéral, le quatorzième jour du mois de février mil neuf cent soixante-sept.

Pour la République Argentine ¹ :

Pour la République de Bolivie :

Reinaldo DEL CARPIO JÁUREGUI

Pour le Brésil ² :

Pour la République de Colombie :

Alvaro HERRÁN MEDINA

Tulio MARULANDA

¹ Signature apposée le 27 septembre 1967 : Enrique Martínez Paz. Voir p. 415 du présent volume les déclarations faites lors de la signature.

² Signature apposée le 9 mai 1967 : José Sette Câmara Filho. Voir p. 415 du présent volume les déclarations faites lors de la signature.

Por la República de Costa Rica :

Rafael Angel CALDERÓN GUARDIA

Por la República de Chile :

Armando URIBE ARCE

Por la República del Ecuador :

Leopoldo BENITES VINUEZA

Por la República de El Salvador :

Rafael EGUIZÁBAL TOBIÁS

Por la República de Guatemala :

Carlos Leónidas ACEVEDO

Carlos HALL LLOREDA

Juan Carlos DELPRÉE CRESPO

Por la República de Haití :

Julio Jean PIERRE-AUDAIN

Por la República de Honduras :

Armando VELÁZQUEZ CERRATO

Por Jamaica :

Por los Estados Unidos Mexicanos :

Alfonso GARCÍA ROBLES

Jorge CASTAÑEDA

Por la República de Nicaragua :

Por la República de Panamá :

José B. CÁRDENAS

Simón QUIRÓS GUARDIA

José B. CALVO

Pour la République du Costa Rica :

Rafael Angel CALDERÓN GUARDIA

Pour la République du Chili :

Armando URIBE ARCE

Pour la République de l'Équateur :

Leopoldo BENITES VINUEZA

Pour la République d'El Salvador :

Rafael EGUIZÁBAL TOBÍAS

Pour la République du Guatemala :

Carlos Leónidas ACEVEDO
Carlos HALL LLOREDA
Juan Carlos DELPRÉE CRESPO

Pour la République d'Haïti :

Julio Jean PIERRE-AUDAIN

Pour la République du Honduras :

Armando VELÁZQUEZ CERRATO

Pour la Jamaïque ¹ :

Pour les États Unis du Mexique :

Alfonso GARCÍA ROBLES
Jorge CASTAÑEDA

Pour la République du Nicaragua ² :

Pour la République du Panama :

José B. CÁRDENAS
Simón QUIRÓS GUARDIA
José B. CALVO

¹ Signature apposée le 26 octobre 1967 : Thomas Albin Stimpson.

² Signature apposée le 15 février 1967 : Edgar Escobar Fornós.

Por la República del Paraguay :

Por la República del Perú :

Eduardo VALDEZ PÉREZ DEL CASTILLO

Por la República Dominicana :

Por Trinidad y Tabago :

Por la República Oriental del Uruguay :

Manuel SÁNCHEZ MORALES

Por la República de Venezuela :

Rolando SALCEDO DELIMA

PROTOCOLO ADICIONAL I

Los Plenipotenciarios infrascritos, provistos de Plenos Poderes de sus respectivos Gobiernos,

Convencidos de que el Tratado para la Proscripción de las Armas Nucleares en la América Latina, negociado y firmado en cumplimiento de las recomendaciones de la Asamblea General de las Naciones Unidas, contenidas en la Resolución 1911 (XVIII) de 27 de noviembre de 1963, representa un importante paso para asegurar la no proliferación de las armas nucleares ;

Conscientes de que la no proliferación de las armas nucleares no constituye un fin en sí misma, sino un medio para alcanzar, en una etapa ulterior, el desarme general y completo, y

Pour la République du Paraguay ¹ :

Pour la République du Pérou :

Eduardo VALDEZ PÉREZ DEL CASTILLO

Pour la République Dominicaine ² :

Pour la Trinité et Tobago ³ :

Pour la République Orientale de l'Uruguay :

Manuel SÁNCHEZ MORALES

Pour la République du Venezuela :

Rolando SALCEDO DELIMA

PROTOCOLE ADDITIONNEL I

Les Plénipotentiaires soussignés, munis des pleins pouvoirs de leurs Gouvernements respectifs,

Convaincus que le Traité visant l'Interdiction des Armes Nucléaires en Amérique Latine, négocié et signé en application des recommandations de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, contenues dans la résolution 1911 (XVIII) du 27 novembre 1963, représente une mesure importante en vue d'assurer la non-prolifération des armes nucléaires,

Conscients du fait que la non-prolifération des armes nucléaires ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen d'aboutir, à une étape ultérieure, au désarmement général et complet, et

¹ Signature apposée le 26 avril 1967 : Bacon Duarte Prado.

² Signature apposée le 28 juillet 1967 : René Fiallo.

³ Signature apposée le 27 juin 1967 : Ellis Emmanuel Innocent Clarke.

Deseos de contribuir, en la medida de sus posibilidades, a poner fin a la carrera de armamentos, especialmente en el campo de las armas nucleares, y a favorecer la consolidación de la paz en el mundo, fundada en el respeto mutuo y en la igualdad soberana de los Estados,

Han convenido en lo siguiente :

Artículo 1

Comprometerse a aplicar en los territorios que *de jure* o *de facto* estén bajo su responsabilidad internacional, comprendidos dentro de los límites de la zona geográfica establecida en el Tratado para la Proscripción de las Armas Nucleares en la América Latina, el estatuto de desnuclearización para fines bélicos que se halla definido en los artículos 1, 3, 5 y 13 de dicho Tratado.

Artículo 2

El presente Protocolo tendrá la misma duración que el Tratado para la Proscripción de las Armas Nucleares en la América Latina del cual es Anexo, aplicándose a él las cláusulas referentes a la ratificación y denuncia que figuran en el cuerpo del Tratado.

Artículo 3

El presente Protocolo entrará en vigor, para los Estados que lo hubieren ratificado, en la fecha en que depositen sus respectivos instrumentos de ratificación.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL los Plenipotenciarios infrascritos, habiendo depositado sus Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, firman el presente Protocolo en nombre de sus respectivos Gobiernos.

PROTOCOLO ADICIONAL II

Los Plenipotenciarios infrascritos, provistos de Plenos Poderes de sus respectivos Gobiernos,

Convencidos de que el Tratado para la Proscripción de las Armas Nucleares en la América Latina, negociado y firmado en cumplimiento de las recomendaciones de la Asamblea General de las Naciones Unidas, contenidas en la

Désireux de contribuer, dans la mesure de leurs possibilités, à mettre un terme à la course aux armements, notamment dans le domaine des armes nucléaires, et à favoriser et à consolider la paix mondiale fondée sur le respect mutuel et l'égalité souveraine des États,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

De s'engager à appliquer sur les territoires dont ils sont internationalement responsables *de jure* ou *de facto*, et qui sont situés dans les limites de la zone géographique établie par le Traité visant l'Interdiction des Armes Nucléaires en Amérique Latine, le statut de dénucléarisation par rapport à toute fin belliqueuse, qui a été défini aux articles 1, 3, 5 et 13 dudit Traité.

Article 2

Le présent Protocole aura la même durée que le Traité visant l'Interdiction des Armes Nucléaires en Amérique Latine, dont il est une annexe, les clauses relatives à la ratification et à la dénonciation qui figurent dans le Traité lui étant applicables.

Article 3

Le présent Protocole entrera en vigueur, pour les États qui l'auraient ratifié, à la date du dépôt de leurs instruments respectifs de ratification.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, signent le présent Protocole, au nom de leurs Gouvernements respectifs ¹.

PROTOCOLE ADDITIONNEL II

Les Plénipotentiaires soussignés, munis des pleins pouvoirs de leurs Gouvernements respectifs,

Convaincus que le Traité visant l'Interdiction des Armes Nucléaires en Amérique Latine, négocié et signé en application des recommandations de l'Assemblée générale des Nations Unies, contenues dans la résolution

¹ Le Protocole a été signé au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le 20 décembre 1967, par Nicolas J. A. Cheetham, et des Pays-Bas, le 15 mars 1968, par Schelto van Heemstra. On trouvera p. 415 du présent volume le texte des déclarations faites lors de la signature.

Resolución 1911 (XVIII) de 27 de noviembre de 1963, representa un importante paso para asegurar la no proliferación de las armas nucleares ;

Conscientes de que la no proliferación de las armas nucleares no constituye un fin en sí misma, sino un medio para alcanzar, en una etapa ulterior, el desarme general y completo, y

Deseosos de contribuir, en la medida de sus posibilidades, a poner fin a la carrera de armamentos, especialmente en el campo de las armas nucleares, y favorecer y consolidar la paz del mundo, fundada en el respeto mutuo y en la igualdad soberana de los Estados,

Han convenido en lo siguiente :

Artículo 1

El estatuto de desnuclearización para fines bélicos de la América Latina, tal como está definido, delimitado y enunciado en las disposiciones del Tratado para la Proscripción de las Armas Nucleares en la América Latina, del cual este instrumento es Anexo, será plenamente respetado por las Partes en el presente Protocolo en todos sus objetivos y disposiciones expresas.

Artículo 2

Los Gobiernos representados por los Plenipotenciarios infrascritos se comprometen, por consiguiente, a no contribuir en forma alguna a que, en los territorios a los que se aplique el Tratado de conformidad con el artículo 4, sean practicados actos que entrañen una violación de las obligaciones enunciadas en el artículo 1 del Tratado.

Artículo 3

Los Gobiernos representados por los Plenipotenciarios infrascritos se comprometen, además, a no emplear armas nucleares y a no amenazar con su empleo contra las Partes Contratantes del Tratado para la Proscripción de las Armas Nucleares en la América Latina.

Artículo 4

El presente Protocolo tendrá la misma duración que el Tratado para la Proscripción de las Armas Nucleares en la América Latina del cual es Anexo, y a él se aplican las definiciones del territorio y de las armas nucleares conte-

1911 (XVIII) du 27 novembre 1963, représente une mesure importante en vue d'assurer la non-prolifération des armes nucléaires,

Conscients du fait que la non-prolifération des armes nucléaires ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen d'aboutir, à une étape ultérieure, au désarmement général et complet, et

Désireux de contribuer, dans la mesure de leurs possibilités, à mettre un terme à la course aux armements, notamment dans le domaine des armes nucléaires, et à favoriser et à consolider la paix mondiale, fondée sur le respect mutuel et l'égalité souveraine des États,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Le statut de dénucléarisation par rapport à des fins belliqueuses de l'Amérique latine, tel qu'il est défini, délimité et énoncé en vertu des dispositions du Traité visant l'Interdiction des Armes Nucléaires en Amérique Latine, dont cet instrument est une annexe, sera pleinement respecté par les Parties au présent Protocole, en ce qui concerne ses buts et ses dispositions expresses.

Article 2

Les Gouvernements représentés par les Plénipotentiaires soussignés s'engagent, par conséquent, à ne contribuer en aucune manière à l'exécution, dans les territoires auxquels ledit Traité est applicable, conformément aux dispositions de son article 4, d'actes qui constituent une violation des obligations énoncées à l'article premier du Traité.

Article 3

Les Gouvernements représentés par les Plénipotentiaires soussignés s'engagent en outre à ne recourir ni à l'emploi d'armes nucléaires ni à la menace de leur emploi contre les Parties contractantes au Traité visant l'Interdiction des Armes Nucléaires en Amérique Latine.

Article 4

Le présent Protocole aura la même durée que le Traité visant l'Interdiction des Armes Nucléaires en Amérique Latine dont il est une annexe ; les définitions relatives au territoire et aux armes nucléaires qui figurent

nidas en los artículos 3 y 5 del Tratado, así como las disposiciones relativas a ratificación, reservas y denuncia, textos auténticos y registro que figuran en los artículos 26, 27, 30 y 31 del propio Tratado.

Artículo 5

El presente Protocolo entrará en vigor, para los Estados que lo hubieren ratificado, en la fecha en que depositen sus respectivos instrumentos de ratificación.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL los Plenipotenciarios infrascritos, habiendo depositado sus Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, firman el presente Protocolo Adicional en nombre de sus respectivos Gobiernos.

aux articles 3 et 5 du Traité, ainsi que les dispositions relatives à la ratification, aux réserves et à la dénonciation, aux textes authentiques et à l'enregistrement, figurant aux articles 26, 27, 30 et 31 dudit Traité, lui sont applicables.

Article 5

Le présent Protocole entrera en vigueur, pour les États qui l'auraient ratifié, à la date du dépôt de leurs instruments respectifs de ratification.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, signent le présent Protocole additionnel au nom de leurs Gouvernements respectifs ¹.

¹ Le Protocole a été signé au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le 20 décembre 1967, par Nicolas J. A. Cheetham, et des États-Unis d'Amérique, le 1^{er} avril 1968, par Hubert H. Humphrey. On trouvera p. 415 du présent volume le texte des déclarations faites lors de la signature.

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

No. 9068. TRATADO PARA A PROSCRIÇÃO DE ARMAS NUCLEARES NA AMÉRICA LATINA

PREÂMBULO

Em nome de seus povos e interpretando fielmente seus desejos e aspirações, os Governos dos Estados signatários do Tratado para a Proscrição de Armas Nucleares na América Latina,

Desejosos de contribuir, na medida de suas possibilidades, para pôr termo à corrida armamentista, especialmente de armas nucleares, e para a consolidação da paz no mundo, baseada na igualdade soberana dos Estados, no respeito mútuo e na boa vizinhança ;

Recordando que a Assembléia Geral das Nações Unidas, em sua Resolução 808 (IX), aprovou, por unanimidade, como um dos três pontos de um programa coordenado de desarmamento, « a proibição total do emprêgo e da fabricação de armas nucleares e de todos os tipos de armas de destruição em massa » ;

Recordando que as zonas militarmente desnuclearizadas não constituem um fim em si mesmas, mas um meio para alcançar, em etapa ulterior, o desarmamento geral e completo ;

Recordando a Resolução 1911 (XVIII) da Assembléia Geral das Nações Unidas, pela qual se estabeleceu que as medidas que se decida acordar para a desnuclearização da América Latina devem ser tomadas « à luz dos princípios da Carta das Nações Unidas e dos acordos regionais » ;

Recordando a Resolução 2028 (XX) da Assembléia Geral das Nações Unidas, que estabeleceu o princípio de um equilíbrio aceitável de responsabilidades e obrigações mútuas para as potências nucleares e não nucleares, e

Recordando que a Carta da Organização dos Estados Americanos estabelece, como propósito essencial da Organização, assegurar a paz e a segurança do hemisfério ;

Persuadidos de que :

O incalculável poder destruidor das armas nucleares tornou imperativo seja estritamente observada, na prática, a proscricção jurídica da guerra, a fim de assegurar a sobrevivência da civilização e da própria humanidade ;

As armas nucleares, cujos terríveis efeitos atingem, indistinta e inexoravelmente, tanto as forças militares como a população civil, constituem, pela persistência da radiatividade que geram, um atentado à integridade da espécie humana, e ainda podem finalmente tornar inabitável toda a terra ;

O desarmamento geral e completo, sob controle internacional eficaz, é uma questão vital, reclamada, igualmente, por todos os povos do mundo ;

A proliferação de armas nucleares, que parece inevitável, caso os Estados, no gozo de seus direitos soberanos, não se autolimitem para impedi-la, dificultaria muito qualquer acordo de desarmamento, aumentando o perigo de que chegue a produzir-se uma conflagração nuclear ;

O estabelecimento de zonas militarmente desnuclearizadas está intimamente vinculado à manutenção da paz e da segurança nas respectivas regiões ;

A desnuclearização militar de vastas zonas geográficas, adotada por decisão soberana dos Estados nelas compreendidos, exercerá benéfica influência em favor de outras regiões, onde existam condições análogas ;

A situação privilegiada dos Estados signatários, cujos territórios se encontram totalmente livres de armas nucleares, lhes impõe o dever ineludível de preservar tal situação, tanto em benefício próprio como no da humanidade ;

A existência de armas nucleares, em qualquer país da América Latina, convertê-lo-ia em alvo de eventuais ataques nucleares, e provocaria, fatalmente, em toda a região, uma ruínosa corrida armamentista nuclear, resultando no desvio injustificável, para fins bélicos, dos limitados recursos necessários para o desenvolvimento econômico e social ;

As razões expostas e a tradicional vocação pacifista da América Latina tornam imprescindível que a energia nuclear seja usada nesta região exclusivamente para fins pacíficos, e que os países latino-americanos utilizem seu direito ao máximo e mais equitativo acesso possível a esta nova fonte de energia para acelerar o desenvolvimento econômico e social de seus povos ;

Convencidos, finalmente, de que :

A desnuclearização militar da América Latina — entendendo como tal o compromisso internacionalmente assumido no presente Tratado, de manter seus territórios livres para sempre de armas nucleares — constituirá uma medida que evite, para seus povos, a dissipação de seus limitados recursos em armas nucleares e que os proteja contra eventuais ataques nucleares a seus territórios ; uma significativa contribuição para impedir a proliferação de armas nucleares, e um valioso elemento a favor do desarmamento geral e completo, e de que

A América Latina, fiel à sua tradição universalista, não somente deve esforçar-se para proscrever o flagelo de uma guerra nuclear, mas também deve empenhar-se na luta pelo bem estar e progresso de seus povos, cooperando, simultaneamente, para a realização dos ideais da humanidade, ou seja, a consolidação de uma paz permanente, baseada na igualdade de direitos, na equidade econômica e na justiça social para todos, em conformidade com os princípios e objetivos consagrados na Carta das Nações Unidas, e na Carta da Organização dos Estados Americanos,

Convieram o seguinte :

OBRIGAÇÕES

Artigo 1

1. As Partes Contratantes comprometem-se a utilizar, exclusivamente com fins pacíficos, o material e as instalações nucleares submetidos à sua jurisdição, e a proibir e a impedir nos respectivos territórios :
 - a. O ensaio, uso, fabricação, produção ou aquisição, por qualquer meio, de toda arma nuclear, por si mesmas, direta ou indiretamente, por mandato de terceiros ou em qualquer outra forma, e
 - b. A recepção, armazenamento, instalação, colocação ou qualquer forma de posse de qualquer arma nuclear, direta ou indiretamente, por si mesmas, por mandato a terceiros, ou de qualquer outro modo.
2. As Partes Contratantes comprometem-se, igualmente, a abster-se de realizar, fomentar ou autorizar, direta ou indiretamente, o ensaio, o uso, a fabricação, a produção, a posse ou o domínio de qualquer arma nuclear ou de participar nisso por qualquer maneira.

DEFINIÇÃO DE PARTES CONTRATANTES

Artigo 2

Para os fins do presente Tratado, são Partes Contratantes aquelas para as quais o presente Tratado esteja em vigor.

DEFINIÇÃO DE TERRITÓRIO

Artigo 3

Para todos os efeitos do presente Tratado, dever-se-á entender que o termo « território » inclui o mar territorial, o espaço aéreo e qualquer outro âmbito sobre o qual o Estado exerça soberania, de acôrdo com a sua própria legislação.

ÁREA DE APLICAÇÃO

Artigo 4

1. A área de aplicação do presente Tratado é a soma dos territórios para os quais este mesmo instrumento esteja em vigor.
2. Ao cumprirem-se as condições previstas no artigo 28, parágrafo 1, a área de aplicação do presente Tratado será, assim, a que fôr situada no hemisfério ocidental dentro dos seguintes limites (exceto a parte do território continental e águas territoriais dos Estados Unidos da América): começando em um ponto situado a 35° latitude norte e 75° longitude oeste; daí, diretamente ao sul, até um ponto a 30° latitude norte e 75° longitude oeste; daí, diretamente a leste, até um ponto a 30° latitude norte e 50° longitude oeste; daí, por uma linha loxodrômica, até um ponto a 5° latitude norte e 20° longitude oeste; daí, diretamente ao sul, até um ponto a 60° latitude sul e 20° longitude oeste; daí, diretamente ao oeste, até um ponto a 60° latitude sul e 115° longitude oeste; daí, diretamente ao norte, até um ponto a 0° latitude e 115° longitude oeste; daí, por uma linha loxodrômica, até um ponto a 35° latitude norte e 150° longitude oeste; daí, diretamente a leste, até um ponto a 35° latitude norte e 75° longitude oeste.

DEFINIÇÃO DE ARMAS NUCLEARES

Artigo 5

Para os efeitos do presente Tratado, entende-se por « arma nuclear » qualquer artefato que seja susceptível de liberar energia nuclear de forma não controlada e que tenha um conjunto de características próprias para o emprêgo com fins bélicos. O instrumento que se possa utilizar para o transporte ou a propulsão do artefato não fica compreendido nesta definição se é separável do artefato e não é parte indivisível do mesmo.

REUNIÃO DE SIGNATÁRIOS

Artigo 6

Por solicitação de qualquer dos Estados signatários, ou por decisão da Agência que estabelece-se no artigo 7, poderá ser convocada uma reunião de todos os signatários, para considerar, em comum, questões que possam

afetar a essência mesma dêste instrumento, inclusive sua eventual modificação. Em ambos casos, a convocação será feita por intermédio do Secretário Geral.

ORGANIZAÇÃO

Artigo 7

1. A fim de assegurar o cumprimento das obrigações do presente Tratado, as Partes Contratantes estabelecem um organismo internacional denominado Agência para a Proscrição de Armas Nucleares na América Latina, que, no presente Tratado, será designado como « a Agência ». Suas decisões só poderão afetar as Partes Contratantes.
2. A Agência terá a incumbência de celebrar consultas periódicas ou extraordinárias entre os Estados Membros, no que diz respeito aos propósitos, medidas e procedimentos determinados no presente Tratado, bem como à supervisão do cumprimento das obrigações dêle derivadas.
3. As Partes Contratantes convêm em prestar à Agência ampla e pronta colaboração, em conformidade com as disposições do presente Tratado e dos acordos que concluíam com a Agência, bem como dos que esta última conclua com qualquer outra organização ou organismo internacional.
4. A sede da Agência será a cidade do México.

ÓRGÃOS

Artigo 8

1. Estabelecem-se como órgãos principais da Agência uma Conferência Geral, um Conselho e uma Secretaria.
2. Poder-se-ão estabelecer, de acôrdo com as disposições do presente Tratado, os órgãos subsidiários que a Conferência Geral considere necessários.

A CONFERÊNCIA GERAL

Artigo 9

1. A Conferência Geral, órgão supremo da Agência, estará integrada por tôdas as Partes Contratantes, e celebrará, cada dois anos, reuniões ordinárias, podendo, além disso, realizar reuniões extraordinárias, cada vez que assim esteja previsto no presente Tratado, ou que as circunstâncias o requeiram, a juízo do Conselho.
2. A Conferência Geral :
 - a. Poderá considerar e resolver dentro dos limites do presente Tratado quaisquer assuntos ou questões nêle compreendidos, inclusive os que se refiram aos poderes e funções de qualquer órgão previsto no mesmo Tratado ;

- b. Estabelecerá os procedimentos do sistema de controle para a observância do presente Tratado, em conformidade com as disposições do mesmo ;
 - c. Elegerá os Membros do Conselho e o Secretário Geral ;
 - d. Poderá remover o Secretário Geral, quando assim o exigir o bom funcionamento da Agência ;
 - e. Receberá e apreciará os relatórios bienais ou especiais que lhe sejam submetidos pelo Conselho e pelo Secretário Geral ;
 - f. Promoverá e apreciará estudos para a melhor realização dos propósitos do presente Tratado, sem que isso impeça que o Secretário Geral, separadamente, possa efetuar estudos semelhantes para submetê-los ao exame da Conferência ;
 - g. Será o órgão competente para autorizar a conclusão de acordos com Governos e outras organizações ou organismos internacionais.
3. A Conferência Geral aprovará o orçamento da Agência e fixará a escala de contribuições financeiras dos Estados Membros, tomando em consideração os sistemas e critérios utilizados para o mesmo fim pela Organização das Nações Unidas.
 4. A Conferência Geral elegerá as suas autoridades para cada reunião, e poderá criar os órgãos subsidiários que julgue necessários para o desempenho de suas funções.
 5. Cada Membro da Agência terá um voto. As decisões da Conferência Geral, em questões relativas ao sistema de controle e às medidas que se refiram ao artigo 20, à admissão de novos Membros, à eleição e destituição do Secretário Geral, à aprovação do orçamento e das questões relacionadas ao mesmo, serão tomadas pelo voto de uma maioria de dois terços dos Membros presentes e votantes. As decisões sobre outros assuntos, assim como as questões de procedimento e também a determinação das que devam resolver-se por maioria de dois terços, serão resolvidas por maioria simples dos Membros presentes e votantes.
 6. A Conferência Geral adotará o seu próprio regulamento.

O CONSELHO

Artigo 10

1. O Conselho será composto de cinco Membros, eleitos pela Conferência Geral dentre as Partes Contratantes, tendo na devida conta uma representação geográfica equitativa.
2. Os Membros do Conselho serão eleitos por um período de quatro anos. No entanto, na primeira eleição, três serão eleitos por dois anos. Os Membros

que acabaram de cumprir um mandato não serão reeleitos para o período seguinte, a não ser que o número de Estados para os quais o Tratado esteja em vigor não o permitisse.

3. Cada Membro do Conselho terá um representante.
4. O Conselho será organizado de maneira que possa funcionar continuamente.
5. Além das atribuições que lhe outorgue o presente Tratado e das que lhe confira a Conferência Geral, o Conselho, através do Secretário Geral, velará pelo bom funcionamento do sistema de controle, de acordo com as disposições deste Tratado e com as decisões adotadas pela Conferência Geral.
6. O Conselho submeterá à Conferência Geral um relatório anual das suas atividades, assim como os relatórios especiais que considere convenientes, ou que a Conferência Geral lhe solicite.
7. O Conselho elegerá as suas autoridades para cada reunião.
8. As decisões do Conselho serão tomadas pelo voto de uma maioria simples dos seus Membros presentes e votantes.
9. O Conselho adotará o seu próprio regulamento.

A SECRETARIA

Artigo 11

1. A Secretaria será composta de um Secretário Geral, que será o mais alto funcionário administrativo da Agência, e do pessoal que esta necessite. O Secretário Geral terá um mandato de quatro anos, podendo ser reeleito por um período único adicional. O Secretário Geral não poderá ser nacional do país-sede da Agência. Em caso de falta absoluta do Secretário Geral proceder-se-á a uma nova eleição, para o restante do período.
2. O pessoal da Secretaria será nomeado pelo Secretário Geral, de acordo com diretrizes da Conferência Geral.
3. Além dos encargos que lhe confere o presente Tratado e dos que lhe atribua a Conferência Geral, o Secretário Geral velará, em conformidade com o artigo 10, parágrafo 5, pelo bom funcionamento do sistema de controle estabelecido no presente Tratado, de acordo com as disposições deste e com as decisões adotadas pela Conferência Geral.
4. O Secretário Geral atuará, nessa qualidade, em todas as sessões da Conferência Geral e do Conselho e lhes apresentará um relatório anual sobre as atividades da Agência, assim como relatórios especiais que a Conferência

Geral ou o Conselho lhe solicitarem, ou que o próprio Secretário Geral considere oportunos.

5. O Secretário Geral estabelecerá os métodos de distribuição, a todas as Partes Contratantes, das informações que a Agência receba de fontes governamentais ou não-governamentais, sempre que as destas últimas sejam de interesse para a Agência.

6. No desempenho de suas funções, o Secretário Geral e o pessoal da Secretaria não solicitarão nem receberão instruções de nenhum Governo, nem de qualquer autoridade alheia à Agência, e abster-se-ão de atuar de forma incompatível com a condição de funcionários internacionais, responsáveis unicamente ante a Agência; no que respeita a suas responsabilidades para com a Agência, não revelarão nenhum segredo de fabricação, nem qualquer outro dado confidencial que lhes chegue ao conhecimento, em virtude do desempenho de suas funções oficiais na Agência.

7. Cada uma das Partes Contratantes se compromete a respeitar o caráter, exclusivamente internacional, das funções do Secretário Geral e do pessoal da Secretaria e a não procurar influenciá-los no desempenho de suas funções.

SISTEMA DE CONTRÔLE

Artigo 12

1. Com objetivo de verificar o cumprimento das obrigações assumidas pelas Partes Contratantes, segundo as disposições do artigo 1, fica estabelecido um Sistema de Contrôlo, que se aplicará de acordo com o estipulado nos artigos 13 a 18 do presente Tratado.

2. O Sistema de Contrôlo terá a finalidade de verificar especialmente:

- a. Que os artefatos, serviços e instalações destinados ao uso pacífico da energia nuclear não sejam utilizados no ensaio e na fabricação de armas nucleares;
- b. Que não chegue a realizar-se, no território das Partes Contratantes, qualquer das atividades proibidas no artigo 1 deste Tratado, com materiais ou armas nucleares introduzidos do exterior, e
- c. Que as explosões com fins pacíficos sejam compatíveis com as disposições do artigo 19 do presente Tratado.

SALVAGUARDAS DA A.I.E.A.

Artigo 13

Cada Parte Contratante negociará acordos — multilaterais ou bilaterais — com a Agência Internacional de Energia Atômica para a aplicação das Salvaguardas da mesma Agência a suas atividades nucleares. Cada Parte Contra-

tante deverá iniciar as negociações dentro do prazo de cento e oitenta dias a contar da data de depósito do seu respectivo instrumento de ratificação do presente Tratado. Os referidos acordos deverão entrar em vigor, para cada uma das Partes, em prazo que não exceda dezoito meses, a contar da data de início destas negociações, salvo caso fortuito ou de força maior.

RELATÓRIOS DAS PARTES

Artigo 14

1. As Partes Contratantes apresentarão à Agência e à Agência Internacional de Energia Atômica, a título informativo, relatórios semestrais, nos quais declararão que nenhuma atividade proibida pelas disposições deste Tratado ocorreu nos respectivos territórios.
2. As Partes Contratantes enviarão simultaneamente à Agência cópia de qualquer relatório que enviem à Agência Internacional de Energia Atômica em relação com as matérias objeto do presente Tratado e com a aplicação das Salvaguardas.
3. As Partes Contratantes também transmitirão à Organização dos Estados Americanos, a título informativo, os relatórios que possam interessar a esta, em cumprimento das obrigações estabelecidas pelo Sistema Interamericano.

RELATÓRIOS ESPECIAIS SOLICITADOS PELO SECRETÁRIO GERAL

Artigo 15

1. O Secretário Geral, com autorização do Conselho, poderá solicitar, de qualquer das Partes, que proporcione à Agência informação complementar ou suplementar a respeito de qualquer fato ou circunstância relacionados com o cumprimento do presente Tratado, explicando as razões que para isso tiver. As Partes Contratantes comprometem-se a colaborar, pronta e amplamente, com o Secretário Geral.
2. O Secretário Geral informará imediatamente ao Conselho e às Partes sobre tais solicitações e respectivas respostas.

INSPEÇÕES ESPECIAIS

Artigo 16

1. A Agência Internacional de Energia Atômica, assim como o Conselho criado pelo presente Tratado, têm a faculdade de efetuar inspeções especiais nos seguintes casos:
 - a. A Agência Internacional de Energia Atômica, em conformidade com os acordos a que se refere o artigo 13 deste Tratado.

b. O Conselho :

- (i) Quando, especificando as razões em que se fundamente, assim o solicite qualquer das Partes por suspeita de que se realizou, ou está em vias de realizar-se, alguma atividade proibida pelo presente Tratado, tanto no território de qualquer outra Parte, como em qualquer outro lugar, por mandato desta última ; determinará imediatamente que se efetue a inspeção em conformidade com o artigo 10, parágrafo 5 ;
- (ii) Quando o solicite qualquer das Partes que tenha sido objeto de suspeita ou de acusação de violação do presente Tratado, determinará imediatamente que se efetue a inspeção especial solicitada, em conformidade com o disposto no artigo 10, parágrafo 5.

As solicitações anteriores serão formuladas ante o Conselho por intermédio do Secretário Geral.

2. Os custos e gastos de qualquer inspeção especial, efetuada com base no parágrafo 1, alínea *b*, subdivisões (i) e (ii) deste artigo, correrão por conta da Parte ou das Partes solicitantes, exceto quando o Conselho conclua, com base na informação sobre a inspeção especial, que, em vista das circunstâncias do caso, tais custos e gastos correrão por conta da Agência.

3. A Conferência Geral determinará os procedimentos a que se sujeitarão a organização e a execução das inspeções especiais a que se refere o parágrafo 1, alínea *b*, subdivisões (i) e (ii).

4. As Partes Contratantes concordam em permitir, aos inspetores que levem a cabo tais inspeções especiais, pleno e livre acesso a todos os lugares e a todos os dados necessários para o desempenho de sua comissão e que estejam direta e estreitamente vinculados à suspeita de violação do presente Tratado. Os inspetores designados pela Conferência Geral serão acompanhados por representantes das autoridades da Parte Contratante em cujo território se efetue a inspeção, se estas assim o solicitarem, ficando entendido que isso não atrasará nem dificultará, de maneira alguma, os trabalhos dos referidos inspetores.

5. O Conselho, por intermédio do Secretário Geral, enviará imediatamente a tôdas as Partes cópia de qualquer informação que resulte das inspeções especiais.

6. O Conselho, por intermédio do Secretário Geral, enviará igualmente ao Secretário Geral das Nações Unidas, para transmissão ao Conselho de Segurança e à Assembléia Geral daquela Organização, e para conhecimento do Conselho da Organização dos Estados Americanos, cópia de qualquer informação que resulte de toda inspeção especial efetuada em conformidade com o parágrafo 1, alínea *b*, subdivisões (i) e (ii) deste artigo.

7. O Conselho poderá acordar, ou qualquer das Partes poderá solicitar, que seja convocada uma reunião extraordinária da Conferência Geral para apreciar os relatórios que resultem de qualquer inspeção especial. Nestes casos o Secretário Geral procederá imediatamente à convocação da reunião extraordinária solicitada.

8. A Conferência Geral, convocada a reunião extraordinária com base neste artigo, poderá fazer recomendações às Partes e apresentar também informação ao Secretário Geral das Nações Unidas, para transmissão ao Conselho de Segurança e à Assembléia Geral dessa Organização.

USO DA ENERGIA NUCLEAR PARA FINS PACÍFICOS

Artigo 17

Nenhuma das disposições do presente Tratado restringe os direitos das Partes Contratantes para usar, em conformidade com este instrumento, a energia nuclear para fins pacíficos, particularmente para o seu desenvolvimento econômico e progresso social.

EXPLOSÕES COM FINS PACÍFICOS

Artigo 18

1. As Partes Contratantes poderão realizar explosões de dispositivos nucleares com fins pacíficos — inclusive explosões que pressuponham artefatos similares aos empregados em armamento nuclear — ou prestar a sua colaboração a terceiros com o mesmo fim, sempre que não violem as disposições do presente artigo e as demais do presente Tratado especialmente as dos artigos 1 e 5.

2. As Partes Contratantes que tenham a intenção de levar a cabo uma dessas explosões, ou colaborar nelas, deverão notificar à Agência e à Agência Internacional de Energia Atômica, com a antecipação que as circunstâncias o exijam, a data da explosão e apresentar, simultaneamente, as seguintes informações :

- a. O caráter do dispositivo nuclear e a origem do mesmo ;
- b. O lugar e finalidade da explosão projetada ;
- c. Os procedimentos que serão seguidos para o cumprimento do parágrafo 3 deste artigo ;
- d. A potência que se espera tenha o dispositivo, e
- e. Os dados mais completos sobre a possível precipitação radiativa, que seja consequência da explosão ou explosões, bem como as medidas que se tomarão para evitar riscos à população, flora, fauna e territórios de outra ou outras Partes.

3. O Secretário Geral e o pessoal técnico designado pelo Conselho, assim como o da Agência Internacional de Energia Atômica, poderão observar todos os preparativos, inclusive a exploração do dispositivo, e terão acesso irrestrito a toda área vizinha ao lugar da explosão para assegurar-se de que o dispositivo, assim como os procedimentos seguidos na explosão, se coadunam com a informação apresentada, de acordo com o parágrafo 2 do presente artigo, e as disposições do presente Tratado.

4. As Partes Contratantes poderão receber a colaboração de terceiros para o fim previsto no parágrafo 1 deste artigo, de acordo com as disposições dos parágrafos 2 e 3 do mesmo.

RELAÇÕES COM OUTROS ORGANISMOS INTERNACIONAIS

Artigo 19

1. A Agência poderá concluir com a Agência Internacional de Energia Atômica os acordos que a Conferência Geral autorize e considere apropriados para facilitar o funcionamento eficaz do Sistema de Controle estabelecido no presente Tratado.

2. A Agência poderá, igualmente, entrar em contato com qualquer organização ou organismo internacional, especialmente com os que venham a criar-se no futuro para supervisionar o desarmamento ou as medidas de controle de armamentos, em qualquer parte do mundo.

3. As Partes Contratantes, quando julgarem conveniente, poderão solicitar o assessoramento da Comissão Interamericana de Energia Nuclear, em todas as questões de caráter técnico relacionadas com a aplicação do presente Tratado, sempre que assim o permitam as faculdades conferidas à dita Comissão pelo seu Estatuto.

MEDIDAS EM CASO DE VIOLAÇÃO DO TRATADO

Artigo 20

1. A Conferência Geral tomará conhecimento de todos aqueles casos em que, a seu juízo, qualquer das Partes Contratantes não esteja cumprindo as obrigações derivadas do presente Tratado e chamará a atenção da Parte de que se trate, fazendo-lhe as recomendações que julgar adequadas.

2. No caso em que, a seu juízo, a falta de cumprimento em questão constitua uma violação do presente Tratado capaz de pôr em perigo a paz e a segurança, a própria Conferência Geral informará disso, simultaneamente, ao Conselho de Segurança e à Assembleia Geral das Nações Unidas, por intermédio do Secretário Geral dessa Organização, bem como ao Conselho da Organização dos Estados Americanos. A Conferência Geral informará, igualmente, à Agência Internacional de Energia Atômica sobre o que julgar pertinente, de acordo com o Estatuto desta.

ORGANIZAÇÃO DAS NAÇÕES UNIDAS E ORGANIZAÇÃO DOS ESTADOS AMERICANOS

Artigo 21

Nenhuma estipulação do presente Tratado será interpretada no sentido de restringir os direitos e obrigações das Partes, em conformidade com a Carta das Nações Unidas, nem, no caso dos Estados Membros da Organização dos Estados Americanos, em relação aos Tratados regionais existentes.

PRERROGATIVAS E IMUNIDADES

Artigo 22

1. A Agência gozará, no território de cada uma das Partes Contratantes, da capacidade jurídica e das prerrogativas e imunidades que sejam necessárias para o exercício de suas funções e a realização de seus propósitos.
2. Os Representantes das Partes Contratantes, acreditados ante a Agência, e os funcionários desta gozarão, igualmente, das prerrogativas e imunidades necessárias para o desempenho de suas funções.
3. A Agência poderá concluir acordos com as Partes Contratantes, com o objetivo de determinar os pormenores de aplicação dos parágrafos 1 e 2 deste artigo.

NOTIFICAÇÃO DE OUTROS ACORDOS

Artigo 23

Uma vez que entre em vigor o presente Tratado, qualquer acôrdo internacional concluído por uma das Partes Contratantes, sôbre matérias relacionadas com êste Tratado, será comunicado imediatamente à Secretaria, para registro e notificação às demais Partes Contratantes.

SOLUÇÃO DE CONTROVÉRSIAS

Artigo 24

A menos que as Partes interessadas convenham em outro meio de solução pacífica, qualquer questão ou controvérsia sôbre a interpretação ou aplicação do presente Tratado, que não tenha sido solucionada, poderá ser submetida à Corte Internacional de Justiça, com o prévio consentimento das Partes em controvérsia.

ASSINATURA

Artigo 25

1. O presente Tratado ficará aberto indefinidamente à assinatura de :
 - a. Tôdas as républicas latino-americanas, e

b. Os demais Estados soberanos do hemisfério ocidental situados completamente ao sul do paralelo 35° latitude norte, e, salvo o disposto no parágrafo 2 dêste artigo, os que venham a ser soberanos, quando admitidos pela Conferência Geral.

2. A Conferência Geral não adotará decisão alguma a respeito da admissão de uma entidade política cujo território esteja sujeito, total ou parcialmente e com anterioridade à data de abertura à assinatura do presente Tratado, a litígio ou reclamação, entre um país extracontinental e um ou mais Estados latino-americanos, enquanto não se tenha solucionado a controvérsia, mediante procedimentos pacíficos.

RATIFICAÇÃO E DEPÓSITO

Artigo 26

1. O presente Tratado está sujeito à ratificação dos signatários, de acôrdo com os respectivos procedimentos constitucionais.

2. Tanto o presente Tratado como os instrumentos de ratificação serão entregues, para depósito, ao Governo dos Estados Unidos Mexicanos, ao qual se designa Governo Depositário.

3. O Governo Depositário enviará cópias certificadas do presente Tratado aos Governos dos Estados signatários e notificará-os do depósito de cada instrumento de ratificação.

RESERVAS

Artigo 27

O presente Tratado não poderá ser objeto de reservas.

ENTRADA EM VIGOR

Artigo 28

1. Salvo o previsto no parágrafo 2 dêste artigo, o presente Tratado entrará em vigor, entre os Estados que o tiverem ratificado, tão logo tenham sido cumpridos os seguintes requisitos :

a. Entrega ao Governo Depositário dos instrumentos de ratificação do presente Tratado, por parte dos Governos dos Estados mencionados no artigo 25 que existam na data em que se abra à assinatura o presente Tratado, e que não sejam afetados pelo disposto no parágrafo 2 do próprio artigo 25 ;

b. Assinatura e ratificação do Protocolo Adicional I anexo ao presente Tratado, por parte de todos os Estados extracontinentais ou continentais que tenham, *de jure* ou *de facto*, responsabilidade internacional sôbre territórios situados na área de aplicação do Tratado ;

- c. Assinatura e ratificação do Protocolo Adicional II anexo ao presente Tratado, por parte de tôdas as potências que possuam armas nucleares ;
 - d. Conclusão de acordos — bilaterais ou multilaterais — sôbre a aplicação do Sistema de Salvaguardas da Agência Internacional de Energia Atômica, em conformidade com o artigo 13 do presente Tratado.
2. Será faculdade imprescritível de qualquer Estado signatário a dispensa, total ou parcial, dos requisitos estabelecidos no parágrafo anterior, mediante declaração que figurará como anexo ao instrumento de ratificação respectivo e que poderá ser formulada por ocasião do depósito dêste, ou posteriormente. Para os Estados que façam uso da referida faculdade, o presente Tratado entrará em vigor com o depósito da declaração, ou tão pronto tenham sido cumpridos os requisitos cuja dispensa não haja sido expressamente declarada.
 3. Tão logo o presente Tratado tenha entrado em vigor, em conformidade com o disposto no parágrafo 2, entre onze Estados, o Governo Depositário convocará uma reunião preliminar dos referidos Estados para que a Agência seja constituída e inicie atividades.
 4. Depois da entrada em vigor do presente Tratado para todos os países da área, o surgimento de uma nova potência possuidora de armas nucleares suspenderá a execução do presente instrumento para os países que o ratificaram sem dispensar o parágrafo 1, inciso c, dêste artigo, e que assim o solicitem, até que a nova potência, por si mesma, ou a pedido da Conferência Geral, ratifique o Protocolo Adicional II anexo.

REFORMAS

Artigo 29

1. Qualquer Parte poderá propôr reformas ao presente Tratado, entregando suas propostas ao Conselho, por intermédio do Secretário Geral, que as transmitirá a tôdas as outras Partes Contratantes e aos demais signatários, para os efeitos do artigo 6. O Conselho, por intermédio do Secretário Geral, convocará imediatamente, depois da reunião de signatários, uma reunião extraordinária da Conferência Geral para examinar as propostas formuladas, para cuja aprovação se requererá a maioria de dois terços das Partes Contratantes presentes e votantes.
2. As reformas aprovadas entrarão em vigor tão logo sejam cumpridos os requisitos mencionados no artigo 28 do presente Tratado.

VIGÊNCIA E DENÚNCIA

Artigo 30

1. O presente Tratado tem caráter permanente e vigirá por tempo indefinido, mas poderá ser denunciado por qualquer das Partes, mediante notifica-

ção enviada ao Secretário Geral da Agência, se, a juízo do Estado denunciante, hajam ocorrido ou possam ocorrer circunstâncias, relacionadas com o conteúdo do Tratado ou dos Protocolos Adicionais I e II anexos, que afetem a seus interesses supremos, ou à paz e à segurança — de uma ou mais Partes Contratantes.

2. A denúncia terá efeito três meses depois da entrega da notificação, por parte do Governo do Estado signatário interessado, ao Secretário Geral da Agência. Este, por sua vez, comunicará imediatamente a referida notificação às outras Partes Contratantes, bem como ao Secretário Geral das Nações Unidas para que dê conhecimento ao Conselho de Segurança e à Assembléia Geral das Nações Unidas. Igualmente, haverá de comunicá-la ao Secretário Geral da Organização dos Estados Americanos.

TEXTOS AUTÊNTICOS E REGISTRO

Artigo 31

O presente Tratado, cujos textos em língua espanhola, chinesa, francesa, inglesa, portuguesa e russa fazem igualmente fé, será registrado pelo Governo depositário, em conformidade com o artigo 102 da Carta das Nações Unidas. O Governo Depositário notificará ao Secretário Geral das Nações Unidas as assinaturas, ratificações e reformas de que seja objeto o presente Tratado, e comunicá-las-à, a título informativo, ao Secretário Geral da Organização dos Estados Americanos.

Artigo Transitório

A denúncia da declaração a que se refere o parágrafo 2 do artigo 28 sujeitar-se-á aos mesmos procedimentos que a denúncia do presente Tratado, com a exceção de que surtirá efeito na data de entrega da respectiva notificação.

EM FÉ DO QUE os Plenipotenciários abaixo assinados, tendo depositado os seus Plenos Poderes, que foram encontrados em boa e devida forma, assinam o presente Tratado, em nome de seus respectivos Governos.

FEITO na Cidade do México, Distrito Federal, aos quatorze dias do mês de fevereiro do ano de mil novecentos sessenta e sete.

Pela República Argentina :

Pela República de Bolívia :

Reinaldo DEL CARPIO JÁUREGUI

Pelo Brasil :

Pela República de Colômbia :

Alvaro HERRÁN MEDINA

Tulio MARULANDA

Pela República de Costa-Rica :

Rafael Angel CALDERÓN GUARDIA

Pela República de Chile :

Armando URIBE ARCE

Pela República do Equador :

Leopoldo BENITES VINUEZA

Pela República de El Salvador :

Rafael EGUIZÁBAL TOBIÁS

Pela República de Guatemala :

Carlos Leónidas ACEVEDO

Carlos HALL LLOREDA

Juan Carlos DELPRÉE CRESPO

Pela República de Haiti :

Julio Jean PIERRE-AUDAIN

Pela República de Honduras :

Armando VELÁZQUEZ CERRATO

Por Jamaica :

Pelos Estados Unidos Mexicanos :

Alfonso GARCÍA ROBLES

Jorge CASTAÑEDA

Pela República de Nicaragua :

Pela República de Panamá :

José B. CÁRDENAS

Simón QUIRÓS GUARDIA

José B. CALVO

Pela República do Paraguai :

Pela República do Peru :

Eduardo VALDEZ PÉREZ DEL CASTILLO

Pela República Dominicana :

Por Trindade e Tobago :

Pela República Oriental do Uruguai :

Manuel SÁNCHEZ MORALES

Pela República de Venezuela :

Rolando SALCEDO DELIMA

PROTOCOLO ADICIONAL I

Os Plenipotenciários abaixo assinados, providos de plenos poderes dos seus respectivos Governos,

Convencidos de que o Tratado para a Proscrição de Armas Nucleares na América Latina, negociado e assinado em cumprimento das recomendações da Assembléia Geral das Nações Unidas, constantes da Resolução 1911 (XVIII) de 27 de novembro de 1963, representa um importante passo para assegurar a não proliferação de armas nucleares ;

Conscientes de que a não proliferação de armas nucleares não constitui um fim em si mesma, mas um meio para atingir, em etapa ulterior, o desarmamento geral e completo, e

Desejosos de contribuir, na medida de suas possibilidades, para pôr termo à corrida armamentista, especialmente no campo das armas nucleares, e a favorecer a consolidação da paz no mundo, baseada no respeito mútuo e na igualdade soberana dos Estados,

Convieram o seguinte :

Artigo 1

Comprometer-se a aplicar, nos territórios que *de jure* ou *de facto* estejam sob sua responsabilidade internacional compreendidos dentro dos limites da área geográfica estabelecida no Tratado para a Proscrição de Armas Nucleares na América Latina, o estatuto de desnuclearização para fins bélicos que se encontra definido nos artigo 1, 3, 5 e 13 do mencionado Tratado.

Artigo 2

O presente Protocolo terá a mesma duração que o Tratado para a Proscrição de Armas Nucleares na América Latina, do qual é Anexo, aplicando-se a êle as cláusulas referentes a ratificação e denúncia que figuram no corpo do Tratado.

Artigo 3

O presente Protocolo entrará em vigor, para os Estados que o houverem ratificado, na data em que depositem seus respectivos instrumentos de ratificação.

EM TESTEMUNHO DO QUE os Plenipotenciários abaixo assinados, havendo depositado seus plenos poderes, que foram achados em boa e devida forma, assinam o presente Protocolo, em nome de seus respectivos Governos.

PROTOCOLO ADICIONAL II

Os Plenipotenciários abaixo assinados, providos de plenos poderes dos seus respectivos Governos,

Convencidos de que o Tratado para a Proscrição de Armas Nucleares na América Latina, negociado e assinado em cumprimento das recomendações da Assembléia Geral das Nações Unidas, constantes da Resolução 1911 (XVIII) de 27 de novembro de 1963, representa um importante passo para assegurar a não proliferação de armas nucleares ;

Conscientes de que a não proliferação de armas nucleares não constitui um fim em si mesma, mas um meio para atingir, em etapa ulterior, o desarmamento geral e completo, e

Desejosos de contribuir, na medida de suas possibilidades, para pôr termo à corrida armamentista, especialmente no campo das armas nucleares, e a favorecer a consolidação da paz no mundo, baseada no respeito mútuo e na igualdade soberana dos Estados,

Convieram o seguinte :

Artigo 1

O estatuto de desnuclearização para fins bélicos da América Latina, tal como está definido, delimitado e enunciado nas disposições do Tratado para a Proscrição de Armas Nucleares na América Latina, do qual este instrumento é Anexo, será plenamente respeitado pelas Partes do presente Protocolo em todos os seus objetivos e disposições expressas.

Artigo 2

Os Governos representados pelos Plenipotenciários abaixo assinados comprometem-se, conseqüentemente, a não contribuir de qualquer forma para que, nos territórios aos quais se aplica o Tratado em conformidade com o artigo 4, sejam praticados atos que constituam uma violação das obrigações enunciadas no artigo 1 do Tratado.

Artigo 3

Os Governos representados pelos Plenipotenciários abaixo assinados se comprometem, igualmente, a não empregar armas nucleares e a não ameaçar com o seu emprêgo contra as Partes Contratantes do Tratado para a Proscrição de Armas Nucleares na América Latina.

Artigo 4

O presente Protocolo terá a mesma duração que o Tratado para a Proscrição de Armas Nucleares na América Latina, do qual é Anexo, e a êle se apli-

cam as definições de território e de armas nucleares constantes dos artigos 3 e 5 do Tratado, bem como as disposições relativas à ratificação, reservas e denúncia, textos autênticos e registro que figuram dos artigos 26, 27, 30 e 31 do próprio Tratado.

Artigo 5

O presente Protocolo entrará em vigor, para os Estados que o houverem ratificado, na data em que depositem seus respectivos instrumentos de ratificação.

EM TESTEMUNHO DO QUE os Plenipotenciários abaixo assinados, havendo depositado seus plenos poderes, que foram achados em boa e devida forma, assinam o presente Protocolo Adicional, em nome de seus respectivos Governos.

No. 9068. CHINESE TEXT — TEXTE CHINOIS

拉丁美洲禁止核武器條約

弁言

簽署拉丁美洲禁止核武器條約之各國政府代表其人民並深切了解其願望，

亟願盡心竭力對於制止軍備競賽尤其核武器競賽，以及在各國主權平等互相尊重與親睦善隣之基礎上鞏固世界和平，有所貢獻，

查聯合國大會於決議案八〇八（九）內將“完全禁止核武器及各種大規模毀滅性武器之使用及製造”視為協調裁軍方案三要點之一，一致通過，

查軍事上非核化區域其本身非為目的，而係達成日後普遍及徹底裁軍之方法，

查聯合國大會決議案一九一一（十八）規定必須“參照聯合國憲章及各項區域協定之原則”，採取為使拉丁美洲非核化所應議定之措施，

查聯合國大會決議案二〇二八（二十）規定核子及非核子國家之相互責任與義務可以接受之均衡原則，

查美洲國際組織憲章宣布鞏固西半球之和平安全為該組織之一項主要宗旨，

深信：

核武器之毀滅能力無法估計，如欲確保文明與人類本身繼續存在，禁止戰爭之法令在實際上必須嚴格遵行，

核武器因其所生可怕影響同樣及於軍隊及平民，無所區

分，亦無情冷酷，且其所發放之輻射經久不變，實係侵害人類之健全，最後甚至可使整個地球不適於人類居住，

在有效國際管制下實施普遍徹底裁軍為舉世人民一致要求之重大事項，

核武器之蕃衍，若非各國行使主權自行約束，力予制止，似屬不可避免，將使達成裁軍協議極其困難，並增加引起核戰禍之危險，

設定軍事上非核化區域與在各地區維持和平安全密切關連，

廣大地理區域之軍事上非核化，如由區內國家行使主權決定採行，對於情況相似之其他區域，自將發生有利影響，

各簽署國因境內全無核武器，處於有利情況，負有不客規避之義務，為自身利益及人類福利計，必須保持此種情況，

拉丁美洲任何國家如有核武器，將使該洲成為可能發生的核武器攻擊之目標，且必然將在整個區域激起自招破壞的核武器競賽，使經濟及社會發展所需之有限資源不正當地轉用於戰爭目的，

由於前述理由，復因拉丁美洲崇尚和平之傳統，該區域專為和平目的使用核能，拉丁美洲國家利用其儘量獲得此種新能源之最大與最公允機會之權利，以便加速促進各該國之經濟及社會發展，乃屬勢所必然，

終於深信：

拉丁美洲在軍事上之非核化——意指國際間在本條約內所承擔永遠不在其領域內備有核武器之義務而言——構成一種措施，使其人民不以有限資源消耗於核軍備，並給予保護，使其領土免受核武器攻擊，對於防止核武器之蕃衍係一重

要貢獻，且為促進普遍徹底裁軍的有力因素，

拉丁美洲信守其人類一家之傳統，不但必須設法從其領域內排除核戰爭之災禍，而且必須努力促進其人民之福利與進步，同時進行合作，以實現人類理想，即依照聯合國憲章及美洲國際組織憲章所載原則宗旨，在人人享有平等權利、經濟公允及社會正義之基礎上鞏固永久和平，

爰議定條款如下：

義務

第一條

一、締約國承諾以其管轄下之核質料及設施專供和平用途並禁止或防止在本國領域內：

- (甲) 以任何方法直接或間接由其本身、或代任何方面或以任何其他方式試驗、使用、製造、生產或取得任何核武器；
- (乙) 直接或間接由其本身、或由任何方面代各該國或以任何其他方式收受、存儲、裝置、分佈並以任何方式擁有任何核武器。

二、締約國並承諾不直接或間接進行鼓勵或授權許可，或以任何方式參與任何核武器之試驗、使用、製造、生產、擁有或控制。

締約國定義

第二條

本條約稱締約國，謂條約對其發生效力之國家。

領域定義

第三條

本條約稱“領域”，包括領海領空及一國依其本國法律行使主權之任何其他空間。

適用區域

第四條

- 一. 本條約適用區域為條約對其發生效力之全部領域。
- 二. 適用本條約之區域於第二十八條第一項之要件具備時並應為下列範圍內位於西半球之區域（美利堅合眾國領域之大陸部分及該國之領水除外）：自北緯三十五度與西經七十五度之處開始；自該處一直南向至北緯三十度西經七十五度；再一直東向至北緯三十度西經五十度；自該處沿斜航線至北緯五度西經二十度；然後一直南向至南緯六十度西經二十度；然後一直西向至南緯六十度西經一百十五度；然後一直北向至緯線零度西經一百十五度；再沿

斜航線至北緯三十五度，西經一百五十度；最後一直東向至北緯三十五度，西經七十五度。

核武器定義

第五條

本條約稱核武器，謂力能發放無法控制之核能且有宜於戰爭用途之若干特徵之任何器械。凡可用以輸送或推進此種器械之工具，如可與器械分開且非其不可分的一部分，不屬本定義範圍。

簽署國會議

第六條

倘經任何簽署國請求或經第七條設置之總署決定，得召開全體簽署國會議，共同審議與本文書要旨有關之問題，包括本文書修正案。在任何情形下，會議由秘書長召開之。

組織

第七條

一、為確保遵行本條約所定義務起見，締約國茲設置國際機構，定名“拉丁美洲非核化總署”，以下簡稱“總署”。

僅締約國受總署決議之影響。

二. 總署負責就有關本條約所定宗旨、措施、程序及監督遵行因此而生義務之事項與各會員國進行定期或特別諮商。

三. 締約國同意依本條約、各締約國與總署所訂協定以及總署與任何其他國際組織或機構所訂協定之規定，充分並迅速與總署合作。

四. 總署設於墨西哥城。

機關

第八條

一. 茲設大會、理事會及秘書處為總署之主要機關。

二. 大會認為必要之輔助機關，得依本條約之規定設置之。

大會

第九條

一. 大會為總署最高機關，由全體締約國組成之；每二年舉行經常屆會，並依本條約規定或於理事會認為情形需要時，舉行特別屆會。

二. 大會：

(甲) 得對本條約所涉任何事項或問題在本條約範圍內進行審議並作成決定，包括本條約所規定

任何機關之權力及職掌問題。

- (乙) 依本條約之規定，建立管制程序，確保本條約之遵行。
- (丙) 選舉理事會理事國及秘書長。
- (丁) 倘為總署適當進行工作而有必要，得將秘書長免職。
- (戊) 收受並審查理事會及秘書長所提兩年一次之報告書及特別報告書。
- (己) 發動並審議旨在便利最適宜實現本條約目的之研究，但不妨礙秘書長單獨進行類似研究以備提供大會審議之權力。
- (庚) 為授權與各國政府及其他國際組織或機構議訂協定之主管機關。

三、大會通過總署預算並參照聯合國所用決定會費攤額之辦法及標準確定會員國應繳會費攤額。

四、大會選舉每次屆會之職員並得設置為執行其職務所必需之輔助機關。

五、總署每一會員國有一個表決權。關於管制辦法及第二十條所稱措施之事項，新會員國之入會，秘書長之選舉或免職，通過預算及其有關事項，大會決議以出席及參加表決會員國三分二之多數為之。關於其他事項，程序問題以及確定何種問題應以三分二多數決定之決議，以出席及參加表決會員國之過半數為之。

六、大會自行制定議事規則。

理事會

第十條

一、理事會由大會於締約國中選舉總署五會員國組成之，選舉時應充分顧及地域上之公勻分配。

二、理事會理事國任期四年，但第一次選出之理事國，其中三國任期應為二年。卸任之理事國不得於下屆即行連選，但如條約對之生效之國家無多，有此需要時，不在此限。

三、理事會每一理事國出代表一人。

四、理事會之組織應以使其能繼續不斷行使職務為要件。

五、除本條約所賦予及大會所指定之職務外，理事會應經由秘書長依本條約規定及大會所作決定，確保管制辦法適當運行。

六、理事會應向大會提出常年工作報告書及其認為必要或經大會請求之特別報告書。

七、理事會自行選舉各屆會職員。

八、理事會之決議以出席及參加表決理事國之過半數為之。

九、理事會自行制定其議事規則。

秘書處

第十一條

一、秘書處以總署行政首長秘書長及總署所需職員組

成之。秘書長任期四年，連選得連任一次。秘書長不得為總署所在地國之國民。秘書長出缺時，應舉行選舉，選舉秘書長，其任期以補足未滿之期為限。

二. 秘書處職員由秘書長依大會所訂規則任命之。

三. 除本條約所賦予及大會所指定之職務外，秘書長應依本條約規定及大會所作決定，按照第十條第五項確保本條約所定管制辦法適當運行。

四. 秘書長擔任大會及理事會所有會議之秘書長，並向大會及理事會提出關於總署工作之常年報告書以及大會或理事會請其提出或其本人認為允宜提出之特別報告書。

五. 秘書長應訂立程序，將總署獲自政府方面之情報資料及自非政府方面接獲而為總署關心之情報資料分發所有締約國。

六. 秘書長及秘書處職員執行職務時不得請求或接受任何政府或總署以外任何權力機關之訓示，並應避免足以妨礙其專向總署負責之國際職員身份之行動；以不違背其對總署所負責任為限，秘書長及職員不得洩露任何工業秘密或因在總署擔任職務而獲悉之任何其他秘密資料。

七. 各締約國承諾尊重秘書長及秘書處職員責任之專屬國際性，不設法影響其責任之履行。

管制辦法

第十二條

一. 為查核締約國履行其依第一條規定所承擔義務之

情形應設立管制辦法並依第十三條至第十八條規定付諸實施。

二、管制辦法應特別用以查核：

- (甲) 供和平用途之核能其器械服務及設備不用以試驗或製造核武器；
- (乙) 在締約國領域內並無利用外來核質料或核武器從事本條約第一條所禁止任何活動之情事；
- (丙) 為和平目的之爆炸與本條約第十八條之規定相符合。

原子能總署之防護辦法

第十三條

各締約國應與國際原子能總署商訂多邊或雙邊協定將該總署之防護辦法適用於該國之核活動。各締約國應於其交存本條約批准書之日起一百八十日內發動談判。除有意外或不可抗力之情形外，此項協定至遲應於發動談判之日起十八個月內對各締約國發生效力。

締約國報告書

第十四條

一、締約國每半年向總署及國際原子能總署提具報告書，聲明在各該國領域內並未發生本條約禁止之任何活動供

其參考。

二. 締約國如向國際原子能總署提送有關本條約所規定事項及防護辦法之適用之任何報告書，應將副本同時送達總署。

三. 締約國亦應依美洲間制度所定義務，將美洲國際組織可能關注之報告書遞送該組織，供其參考。

秘書長請求提供之特別報告書

第十五條

一. 秘書長經理事會之授權，得說明理由，請任何締約國就有關遵守本條約情形之任何事件或情況向總署提供補充或附加情報。締約國承諾與秘書長迅速並充分合作。

二. 秘書長應將此等請求及各項答覆立即通知理事會及締約國。

特別檢查

第十六條

一. 國際原子能總署及本條約設置之理事會在下列情形下有權進行特別檢查：

(甲) 國際原子能總署依照本條約第十三條所稱協定施行檢查；

(乙) 理事會：

- (一) 遇任何締約國懷疑在另一締約國領域內或為該國利益在任何其他地點業已或即將發生違禁活動，請求進行特別檢查並說明其所根據之理由時，應即依照第十條第五項設法進行此種檢查。
- (二) 遇任何締約國受他國懷疑或指責違反本條約，請求進行特別檢查時，應即依照第十條第五項設法進行此種檢查。

上述請求應經由秘書長向理事會提出。

二. 依本條第一項(乙)款(一)及(二)進行特別檢查之費用及支出應由提出請求之締約國負擔，但理事會根據特別檢查報告書認為鑒於事件發生情形應由總署負擔者不在此限。

三. 大會應為依本條第一項(乙)款(一)及(二)進行之特別檢查制定其組織與執行程序。

四. 締約國承諾對於進行此種特別檢查之檢查員給予充分自由之機會，俾得為執行職務上之需要進入與所疑違反本條約情事有直接密切關係之一切處所並取得一切有關情報。如經在其領域內進行檢查之締約國當局請求，大會所派檢查員應由該當局代表陪同檢查，但不得因此延誤或妨礙檢查員之工作。

五. 理事會應立即將特別檢查報告書副本經由秘書長遞送全體締約國。

六. 理事會並應將依照本條第一項(乙)款(一)及(二)進行特別檢查後提出之報告書之副本經由秘書長遞送聯合國秘書長轉致聯合國安全理事會與大會、美洲國家組織理事

會,供其參考。

七. 理事會得決定或任何締約國得請求召開大會特別屆會,審查進行特別檢查後提出之報告書。遇此情形,秘書長應即採取步驟召開特別屆會。

八. 大會依本條規定召開特別屆會時,得向締約國提具建議並向聯合國秘書長提出報告書以便轉致聯合國安全理事會及大會。

供和平用途之核能

第十七條

本條約之規定不妨礙締約國遵照本條約將核能供和平用途,特別供該國經濟發展及社會進步用途之權利。

供和平用途之爆炸

第十八條

一. 締約國得為和平用途進行核器械爆炸——包括類似核武器所用之器械之爆炸——或為同樣目的與第三國合作,但須依照本條及本條約其他條文,尤其第一條及第五條之規定辦理。

二. 締約國之意欲進行或合作進行此種爆炸者,應按情況需要儘先將爆炸日期通知總署及國際原子能總署,同時供給下列情報:

- (甲) 核器械之性質及其來源，
- (乙) 擬進行爆炸之地點及目的，
- (丙) 為遵從本條第三項之規定所擬採用之程序，
- (丁) 器械之預期力量，
- (戊) 關於爆炸可能產生之輻射降落物及為避免危害他國人民植物動物及領域所擬採取之措施之盡量詳盡情報。

三. 秘書長及理事會與國際原子能總署指派之技術人員得觀察一切準備工作，包括器械之爆炸在內，並應有權無限制進入隣近爆炸之地區，以便查明該項器械及爆炸時所採用之程序是否與依本條第二項及本條約其他規定所提送之情報相符合。

四. 締約國得依照本條第二項及第三項之規定，為本條第一項所載目的，接受第三國之合作。

與其他國際組織之關係

第十九條

一. 總署得與國際原子能總署締結由大會許可並經總署認為足以便利本條約所定管制辦法之有效實施之協定。

二. 總署並得與任何國際組織或機構，特別是將來可能設置以監督裁軍或世界任何地區軍備管制措施之國際組織或機構建立關係。

三. 凡有關實施本條約之技術事項，美洲間核能委員會依其組織規程有權處理時，締約國倘認為適當，得就此等事項

徵詢該委員會之意見。

遇有違反本條約情事時所應採取之措施

第二十條

一、大會對於其認為任何締約國不充分遵行依本條約所負義務之一切事件應予察悉並促請關係國注意附具其認為適當之建議。

二、大會倘認為此種不遵行義務情事構成違反本條約可能危害和平安全時應經由聯合國秘書長報告聯合國安全理事會及大會同時報告美洲國際組織理事會。大會並應為依國際原子能總署規約係在其規定範圍內之目的向該總署提交報告。

聯合國及美洲國際組織

第二十一條

本條約任何規定不得解釋為減損締約國依聯合國憲章所享權利與所負義務或美洲國際組織會員國依現行區域條約所享權利與所負義務。

特權及豁免

第二十二條

- 一. 總署於各締約國領域內享有為執行職務及達成目的所必需之權利能力與優例及豁免。
- 二. 締約國派駐總署之代表及總署之職員亦享有為執行職務所必需之優例及豁免。
- 三. 總署得與締約國締結協定，規定適用本條第一項及第二項之詳細辦法。

締結其他協定之通知

第二十三條

一俟本條約發生效力，任何締約國如就本條約所規定事項締結任何國際協定，應立即通知秘書處；秘書處應予以登記，並通知其他締約國。

爭端之解決

第二十四條

除當事國協議採用其他和平解決方式外，任何關於本條約之解釋或適用上之問題或爭端如未解決，經爭端當事國事前同意，應提交國際法院。

簽署

第二十五條

一. 本條約無期限聽由下列國家簽署：

- (甲) 全體拉丁美洲共和國；
- (乙) 西半球全國國境位於北緯三十五度以南之其他主權國家；及所有成為主權國經大會准許加入之國家，但本條第二項所規定之情形不在此限。

二. 大會對於某一政治個體，其領域之全部或一部在本條約聽由簽署之日屆至前為本洲以外國家與一個以上拉丁美洲國家間爭端或要求之對象者，是否應准許加入，非俟爭端以和平方法解決，不得作任何決定。

批准及存放

第二十六條

一. 本條約須經簽署國各依其憲法程序批准。

二. 本條約及批准書應送交墨西哥合眾國政府存放，茲特指定該國政府為保管國政府。

三. 保管國政府應將本條約正式副本分送各簽署國政府，並應於每一批准書交存時通知各該國政府。

保留

第二十七條

締約國不得對本條約提出保留。

生效

第二十八條

一、以不違反本條第二項之規定為限，本條約一俟下列要件具備，應即於批准本條約之國家間發生效力：

- (甲) 第二十五條所稱在本條約聽由簽署之日屆至前已存立且不受第二十五條第二項規定影響之國家之政府將本條約之批准書送交保管國政府存放；
- (乙) 所有對位於本條約適用區域內之領土在法律上或事實上負有國際責任之本洲以外國家或本洲國家簽署並批准列為本條約附件之增訂議定書(壹)；
- (丙) 所有擁有核武器之國家簽署並批准列為本條約附件之增訂議定書(貳)；
- (丁) 依本條約第十三條就國際原子能總署防護辦法之適用，締結雙邊或多邊協定。

二、全體締約國皆有全部或局部拋棄前項所定要件之不因時效而消滅之權利。締約國作此種拋棄得於其所提批准書內附具聲明，聲明得於交存文書時或嗣後為之。對於行

使此項權利之國家，本條約於該國交存聲明時生效，或一俟未經明白拋棄之要件具備時即行生效。

三. 一俟本條約依照第二項規定對十一國生效時，保管國政府應即召集此等國家舉行預備會議，俾成立總署開始治事。

四. 本條約在對區域內全體國家生效後，如出現擁有核武器之新國家，對於批准本條約而未拋棄本條第一項(丙)款要件並請求停止實施本條約之國家應停止實施；在新國家未採取主動或經大會請求，批准附件內增訂議定書(貳)之前，條約繼續停止實施。

修正

第二十九條

一. 任何締約國得建議修正本條約，並經由秘書長將修正案提出理事會，秘書長應將此項修正案分送所有其他締約國及依第六條分送所有其他簽署國。理事會應於舉行簽署國會議後經由秘書長立即召集大會特別屆會，審議此項提案，此項提案須經出席及參加表決締約國三分之二多數之同意始得通過。

二. 通過之修正案應於本條約第二十八條所列要件實現後立即發生效力。

期間及退約

第三十條

一. 本條約係屬永久性質，無期限繼續有效，但任何當事國如認為發生或可能發生與條約或附件所載增訂議定書(壹)及(貳)之內容有關之情勢影響該國之最高利益或一個以上締約國之和平與安全時，得通知總署秘書長聲明退約。

二. 退約應於有關簽署國政府將通知送達總署秘書長三個月後生效。秘書長應立即將此項通知分送其他締約國及聯合國秘書長轉達聯合國安全理事會及大會查照。秘書長並應將此項通知轉送美洲國際組織秘書長。

作準文本及登記

第三十一條

本條約應由保管國政府依聯合國憲章第一百零二條辦理登記，其中文、英文、法文、葡萄牙文、俄文及西班牙文各本同一作準。保管國政府應將有關本條約之簽署、批准及修正通知聯合國秘書長，並將其轉達美洲國際組織秘書長查照。

過渡條文

撤銷第二十八條第二項所稱之聲明，除於提送撤銷通知之日發生效力外，應依照退出本條約之同樣程序辦理。

為此,下列簽字之全權代表,經交存其所奉全權證書,認為均屬妥善,謹代表各本國政府簽字於本條約,以昭信守。

公曆一千九百六十七年二月十四日訂於墨西哥聯邦區。

阿根廷共和國：

玻利維亞共和國：

Reinaldo del Carpio Jáuregui

巴西：

哥倫比亞共和國：

Alvaro Herrán Medina

Tulio Marulanda

哥斯大黎加共和國：

Rafael Angel Calderón Guardia

- 智利共和國： Armando Uribe Arce
- 厄瓜多共和國： Leopoldo Benites Vinuesa
- 薩爾瓦多共和國： Rafael Eguizábal Tobías
- 瓜地馬拉共和國： Carlos Leónidas Acevedo
Carlos Hall Lloreda
Juan Carlos Delprée Crespo
- 海地共和國： Julio Jean Pierre-Audain
- 宏都拉斯共和國 Armando Velázquez Cerrato
- 牙買加
- 墨西哥合眾國： Alfonso García Robles
Jorge Castañeda

尼加拉瓜共和國：

巴拿馬共和國：

José B. Cárdenas

Simón Quirós Guardia

José B. Calvo

巴拉圭共和國：

秘魯共和國：

Eduardo Valdez Pérez del Castillo

多明尼加共和國：

千里達及托貝哥：

烏拉圭東方共和國：

Manuel Sánchez Morales

委內瑞拉共和國：

Rolando Salcedo Delima

增訂議定書 壹

下列簽字之全權代表，各奉本國政府全權證書，

深信遵照聯合國大會一九六三年十一月二十七日決議案一九一一（十八）所載建議而商訂之拉丁美洲禁止核武器條約為確保核武器不蕃衍之一個重要步驟，

深知核武器不蕃衍本身並不構成一個目的而是在後一個階段達成普遍徹底裁軍之一個方法，

極願盡心竭力對於制止軍備競賽，尤其核武器競賽，以及在各國互相尊重與主權平等的基礎上鞏固世界和平，有所貢獻，

爰議定條款如下：

第一條 承諾將拉丁美洲禁止核武器條約第一條第三條第五條及第十三條所訂軍事上非核化法則適用於其本國在法律上或事實上負有國際責任並位於該條約所確定地理區域範圍內之領土。

第二條 本議定書有效期間與以本議定書為附件之拉丁美洲禁止核武器條約相同，該條約所載關於批准及退約的規定亦適用於本議定書。

第三條 對於批准本議定書之國家，本議定書應於該國交存批准書之日起生效。

為此，下列簽字之各全權代表，經交存其所奉全權證書，認為均屬妥善，謹代表各本國政府簽字於本議定書，以昭信守。

增訂議定書 貳

下列簽字之全權代表，各奉本國政府全權證書，

深信遵照聯合國大會一九六三年十一月二十七日決議案一九一一（十八）所載建議而商訂之拉丁美洲禁止核武器條約為確保核武器不蕃衍之一個重要步驟，

深知核武器不蕃衍本身並不構成一個目的而是在後一個階段達成普遍徹底裁軍之一個方法，

極願盡心竭力對於制止軍備競賽，尤其核武器競賽，以及在各國互相尊重與主權平等的基礎上促進及鞏固世界和平，有所貢獻，

爰議定條款如下：

第一條 本議定書當事國對於以本文書為附件之拉丁美洲禁止核武器條約所釋明限定及載列之拉丁美洲軍事上非核化法則，應充分尊重其各項明白目標及規定。

第二條 由下列簽字之全權代表所代表之各國政府用特承諾絕不在依照該條約第四條規定適用該條約之領域內幫助實施違反該條約第一條所載義務之行為。

第三條 由下列簽字之全權代表所代表之各國政府並承諾不對拉丁美洲禁止核武器條約締約國使用核武器或以使用核武器相恫嚇。

第四條 本議定書有效期間與以本議定書為附件之拉丁美洲禁止核武器條約相同，該條約第三條及第五條所載領

域及核武器之定義以及第二十六條第二十七條第三十條及第三十一條關於批准保留退約作準文本及登記之規定均適用於本議定書。

第五條 對於批准本議定書之國家，本議定書於該國交存批准書之日起生效。

為此，下列簽字之各全權代表，經交存其所奉全權證書，認為均屬妥善，謹代表各本國政府簽字於本增訂議定書，以昭信守。

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

№. 9068. ДОГОВОР О ЗАПРЕЩЕНИИ ЯДЕРНОГО ОРУЖИЯ
В ЛАТИНСКОЙ АМЕРИКЕ

ПРЕАМБУЛА

От имени своих народов и верно отражая их стремления и желания, правительства государств, подписывающие Договор о запрещении ядерного оружия в Латинской Америке,

желая содействовать по мере своих возможностей прекращению гонки вооружений, особенно в области ядерного оружия, и укреплению мира на земле, основанного на суверенном равенстве государств, взаимном уважении и добрососедстве,

напоминая, что Генеральная Ассамблея Организации Объединенных Наций в своей резолюции 808 (IX) единогласно одобрила в качестве одного из трех пунктов согласованной программы разоружения « полное запрещение применения и изготовления ядерного оружия и любого типа оружия массового уничтожения »,

напоминая, что безъядерные в военном отношении зоны являются не самоцелью, а скорее средством достижения всеобщего и полного разоружения на последующем этапе,

напоминая также о резолюции 1911 (XVIII) Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций, постановившей, что меры, которые должны быть согласованы в целях объявления Латинской Америки безъядерной зоной, должны приниматься « в свете принципов Устава Организации Объединенных Наций и региональных соглашений »,

напоминая о резолюции 2028 (XX) Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций, которая установила принципы приемлемого равновесия взаимной ответственности и обязательств ядерных и неядерных держав,

напоминая, что Устав Организации американских государств устанавливает в качестве основной цели данной организации укрепление мира и безопасности на континенте,

будучи убежденными в том:

что не поддающаяся учету разрушительная мощь ядерного оружия создала насущную необходимость строгого соблюдения на практике юридического запрещения войны, для того чтобы обеспечить дальнейшее существование цивилизации и самого человечества;

что ядерное оружие, страшное действие которого распространяется без различия и без возможности избежать его как на вооруженные силы, так и на гражданское население, является ввиду продолжительного сохранения порожденной им радиоактивности посягательством на жизнь человечества и даже может привести в конечном итоге к тому, что вся земля станет необитаемой;

что всеобщее и полное разоружение под эффективным международным контролем является жизненно важным вопросом, решить который требуют в равной степени все народы мира;

что распространение ядерного оружия, которое кажется неизбежным, если только государства, используя свои суверенные права, не примут сами ограничительные меры, чтобы воспрепятствовать ему, затруднило бы в огромной степени достижение любого соглашения в области разоружения и увеличило бы опасность возникновения ядерной войны;

что создание безъядерных в военном отношении зон тесно связано с сохранением мира и безопасности в соответствующих районах;

что решение о создании безъядерных в военном отношении зон в обширных географических районах, принятое на основе суверенной воли государств, входящих в эти районы, окажет благоприятное влияние на другие районы, где существуют аналогичные условия;

что привилегированное положение подписавших Договор государств, территория которых полностью свободная от ядерного оружия, неизбежно возлагает на них обязательство, как ради собственного блага, так и ради блага человечества, сохранить подобное положение;

что наличие ядерного оружия в любой стране Латинской Америки превратило бы эту страну в мишень для возможных ядерных атак и неизбежно породило бы во всем районе разорительную гонку ядерного вооружения, которая повлекла бы за собой ничем не оправданное отвлечение на военные цели ограниченных ресурсов, предназначенных для экономического и социального развития;

что вышеуказанные причины, наряду с традиционной приверженностью Латинской Америки к миру, создают неотвратимую необходимость в том, чтобы ядерная энергия использовалась в этом районе исключительно в мирных целях и чтобы латиноамериканские страны использовали в максимальной степени и по возможности наиболее справедливо свое право на доступ к этому новому источнику энергии в целях ускорения экономического и социального развития своих народов;

убежденные, наконец, в том,

что объявление Латинской Америки в военном отношении безъядерной зоной — понимая под этим, что это будет означать международное обяза-

тельство в форме настоящего Договора сохранять свои территории навсегда свободными от ядерного оружия — явится для народов этих территорий мерой, которая предотвратит их от расточительного расходования их ограниченных ресурсов на цели ядерного вооружения, защитит их от возможных ядерных атак на их территории и явится значительным вкладом в дело предотвращения распространения ядерного оружия и убедительным доводом в пользу всеобщего и полного разоружения; и

что Латинская Америка, верная своей традиции общности взглядов, не только должна прилагать усилия к тому, чтобы не допустить на своей земле бедствия ядерной войны, но и стремиться содействовать благосостоянию и прогрессу своих народов, одновременно содействуя осуществлению идеалов человечества, т.е. укреплению прочного мира, основанного на равенстве прав, экономическом равенстве и социальной справедливости для всех, в соответствии с принципами и целями, изложенными в Уставе Организации Объединенных Наций и Уставе Организации американских государств,

договорились о нижеследующем:

ОБЯЗАТЕЛЬСТВА

Статья 1

1. Договаривающиеся стороны обязуются использовать исключительно в мирных целях ядерные материалы и средства, находящиеся под их юрисдикцией, и запрещать и предотвращать на своей территории:

- a) испытание, использование, изготовление, производство или приобретение любым путем любого ядерного оружия самими этими сторонами, прямо или косвенно, от имени какого-либо другого или в любой другой форме; и
- b) получение, хранение, установку, размещение или любую форму владения любым ядерным оружием, прямо или косвенно, самими этими сторонами от имени какого-либо другого или в любой другой форме.

2. Договаривающиеся стороны также обязуются воздерживаться от прямого или косвенного проведения, поощрения или разрешения испытаний или от какого-либо иного участия в испытаниях, использовании, изготовлении, производстве любого ядерного оружия, а также во владении или контроле над любым ядерным оружием.

ОПРЕДЕЛЕНИЕ ДОГОВАРИВАЮЩИХСЯ СТОРОН

Статья 2

В настоящем Договоре Договаривающиеся стороны являются такими сторонами, на которые распространяется действие настоящего Договора.

ОПРЕДЕЛЕНИЕ ТЕРРИТОРИИ

Статья 3

В настоящем Договоре термин « территория » охватывает территориальные воды, воздушное пространство и любое другое пространство, над которым государство осуществляет суверенитет в соответствии со своим законодательством.

ЗОНА ПРИМЕНЕНИЯ

Статья 4

1. В зону применения настоящего Договора входят все территории, на которые распространяется действие настоящего Договора.
2. По выполнении требований, содержащихся в статье 28, пункт 1, зона применения настоящего Договора будет являться также зоной, расположенной в западном полушарии в следующих пределах (за исключением континентальной части Соединенных Штатов Америки и их территориальных вод): начиная от точки, расположенной на 35° северной широты, 75° западной долготы, отсюда прямо на юг до точки на 30° северной широты, 75° западной долготы; отсюда прямо на восток до точки на 30° северной широты, 50° западной долготы; отсюда вдоль линии по румбу до точки на 5° северной широты, 20° западной долготы; отсюда прямо на юг до точки на 60° южной широты, 20° западной долготы; отсюда прямо на запад до точки на 60° южной широты, 115° западной долготы; отсюда прямо на север до точки на 0° широты, 115° западной долготы, отсюда вдоль линии по румбу до точки на 35° северной широты, 150° западной долготы; отсюда прямо на восток до точки на 35° северной широты, 75° западной долготы.

ОПРЕДЕЛЕНИЕ ЯДЕРНОГО ОРУЖИЯ

Статья 5

В настоящем Договоре под ядерным оружием подразумевается всякое устройство, способное высвободить неконтролируемую ядерную энергию и имеющее такую группу характеристик, которые подходят для использования его в военных целях. Инструмент, который может использоваться для транспортировки или приведения в движение устройства, не охватывается этим определением, если он отделяется от устройства и не является неотъемлемой его частью.

СОВЕЩАНИЕ СТОРОН, ПОДПИСАВШИХ ДОГОВОР

Статья 6

По просьбе любого из подписавших Договор государства или если это решит Агентство, созданное на основании статьи 7, может быть созвано

Совещание всех подписавших Договор сторон для рассмотрения общих вопросов, которые могут затрагивать само существо настоящего документа, включая поправки к нему. В любом случае Совещание созывается Генеральным секретарем.

ОРГАНИЗАЦИЯ

Статья 7

1. В целях обеспечения выполнения обязательств по настоящему Договору Договаривающиеся стороны создают международный орган, именуемые Агентством по запрещению ядерного оружия в Латинской Америке, которое в настоящем Договоре будет называться «Агентством». Его решения рас пространяются только на Договаривающиеся стороны.
2. В обязанности Агентства входит проведение периодических или чрезвычайных консультаций между Государствами-членами по вопросам целей, мероприятий и процедуры, определенных в настоящем Договоре, а также контроль выполнения обязательств, вытекающих из Договора.
3. Договаривающиеся стороны соглашаются оказывать Агентству полное и немедленное содействие в соответствии с положениями настоящего Договора, соглашений, которые они могут заключить с Агентством, и соглашений, которые Агентство может заключить с какой-либо другой международной организацией или международным учреждением.
4. Местом нахождения центральных учреждений Агентства является Мехико.

ОРГАНЫ

Статья 8

1. В качестве основных органов Агентства создаются Генеральная конференция, Совет и Секретариат.
2. В случае необходимости, в соответствии с положениями настоящего Договора, могут быть созданы такие вспомогательные органы, которые Генеральная конференция сочтет необходимыми.

ГЕНЕРАЛЬНАЯ КОНФЕРЕНЦИЯ

Статья 9

1. В состав Генеральной конференции — высшего органа Агентства — входят все Договаривающиеся стороны; она проводит очередные сессии каждые два года и может также проводить специальные сессии, когда это предусмотрено в настоящем Договоре или когда, по мнению Совета, этого требуют обстоятельства.

2. Генеральная конференция:

- a) Может в рамках Договора обсуждать любые дела или вопросы, охватываемые настоящим Договором, включая относящиеся к полномочиям и функциям любого органа, предусмотренного настоящим Договором, и выносить по ним решения;
- b) Устанавливает процедуру системы контроля для обеспечения выполнения настоящего Договора в соответствии с его положениями;
- c) Избирает членов Совета и Генерального секретаря;
- d) Может сместить Генерального секретаря с его поста, если это требуется для надлежащего функционирования Агентства;
- e) Получает и рассматривает двухгодичные и внеочередные специальные доклады Совета и Генерального секретаря;
- f) Организует и рассматривает исследования, предназначенные для содействия наилучшему осуществлению целей настоящего Договора, без ущерба для полномочий Генерального секретаря независимо проводить подобные исследования для представления на рассмотрение Конференции;
- g) Является компетентным органом для санкционирования заключения соглашений с правительствами и с другими международными организациями и учреждениями.

3. Генеральная конференция утверждает бюджет Агентства и определяет шкалу взносов Государств-членов с учетом систем и критериев, применяемых для этой цели Организацией Объединенных Наций.

4. Генеральная конференция избирает своих должностных лиц для каждой сессии и может создавать такие вспомогательные органы, какие она сочтет необходимыми для выполнения своих функций.

5. Каждый член Агентства имеет один голос. Решения Генеральной конференции принимаются большинством в две трети голосов присутствующих и участвующих в голосовании членов, когда речь идет о вопросах, касающихся системы контроля и мер, упоминаемых в статье 20, принятия новых членов, избрания или смещения с поста Генерального секретаря, утверждения бюджета и связанных с ним вопросов. Решения по другим вопросам, а также по процедурным вопросам и при определении вопросов, требующих решения большинством в две трети голосов, принимаются простым большинством голосов присутствующих и участвующих в голосовании членов.

6. Генеральная конференция устанавливает свои правила процедуры.

СОВЕТ

Статья 10

1. Совет состоит из пяти членов Агентства, которых избирает Генеральная конференция из числа Договаривающихся сторон, уделяя должное внимание справедливому географическому распределению.
2. Члены Совета избираются на срок в четыре года. Однако при первых выборах трое избираются на два года. Выбывающие Члены Совета не могут быть переизбраны на следующий срок, если это не требуется вследствие ограниченного числа государств, для которых настоящий Договор имеет обязательную силу.
3. Каждый Член Совета имеет одного представителя.
4. Совет организуется таким образом, чтобы он мог функционировать непрерывно.
5. Помимо функций, возложенных на него настоящим Договором, и тех функций, которые могут быть возложены на него Генеральной конференцией, Совет через Генерального секретаря обеспечивает правильное действие системы контроля в соответствии с положениями настоящего Договора и решениями, принятыми Генеральной конференцией.
6. Совет представляет Генеральной конференции годовой доклад о своей работе, а также такие специальные доклады, которые он сочтет необходимыми или составление которых ему поручает Генеральная конференция.
7. Совет избирает своих должностных лиц для каждой сессии.
8. Решения Совета принимаются простым большинством голосов присутствующих и принимающих участие в голосовании его Членов.
9. Совет устанавливает свои правила процедуры.

СЕКРЕТАРИАТ

Статья 11

1. В состав Секретариата входит Генеральный секретарь, являющийся высшим административным должностным лицом Агентства, и такой персонал, какой необходим для Агентства. Генеральный секретарь избирается на срок в четыре года и может быть переизбран еще на один дополнительный срок. Генеральный секретарь может не быть гражданином страны нахождения центральных учреждений Агентства. В случае, если пост Генерального секретаря становится вакантным, проводятся новые выборы для заполнения вакансии на остающийся срок.
2. Персонал Секретариата назначается Генеральным секретарем в соответствии с правилами, принятыми Генеральной конференцией.

3. Помимо функций, возлагаемых на него настоящим Договором, и функций, которые может возложить на него Генеральная конференция, Генеральный секретарь обеспечивает, как предусмотрено пунктом 5 статьи 10, правильное функционирование установленной настоящим Договором системы контроля в соответствии с положениями Договора и решениями Генеральной конференции.

4. Генеральный секретарь по должности участвует во всех заседаниях Генеральной конференции и Совета и представляет обеим организациям ежегодный доклад о деятельности Агентства, а также любые специальные доклады по поручению Генеральной конференции или Совета или по его собственному решению.

5. Генеральный секретарь определяет методы распределения между всеми Договаривающимися сторонами информации, получаемой Агентством из правительственных источников, и такой информации из неправительственных источников, которая может представлять интерес для Агентства.

6. При выполнении своих обязанностей Генеральный секретарь и персонал Секретариата не запрашивают и не получают инструкций ни от какого правительства и ни от какого органа власти вне Агентства и воздерживаются от всех действий, не совместимых с их положением международных сотрудников, несущих ответственность только перед Агентством; будучи ответственными перед Агентством, они не раскрывают никакого секрета производства и никаких других конфиденциальных данных, которые доводятся до их сведения в связи с выполнением ими своих официальных функций в Агентстве.

7. Каждая из Договаривающихся сторон обязуется уважать исключительно международный характер обязанностей Генерального секретаря и персонала Секретариата и не пытаться воздействовать на них при выполнении ими этих обязанностей.

СИСТЕМА КОНТРОЛЯ

Статья 12

1. С целью проверки выполнения обязательств, взятых Договаривающимися сторонами в соответствии с положениями статьи 1, создается система контроля, которая вводится в силу в соответствии с положениями статей 13-18 настоящего Договора.

2. Система контроля будет использоваться, в частности, для проверки выполнения следующих условий:

а) что устройства, службы и установки, предназначенные для использования ядерной энергии в мирных целях, не используются для испытания или изготовления ядерного оружия;

- b) что на территории Договаривающихся сторон не будет допускаться запрещенной статьей 1 настоящего Договора деятельности, связанной с использованием ядерных материалов или оружия, ввезенных из-за границы, и
- c) что взрывы в мирных целях осуществляются в соответствии с положениями статьи 18 настоящего Договора.

ГАРАНТИИ МАГАТЭ .

Статья 13

Каждая Договаривающаяся сторона заключает с Международным агентством по атомной энергии многостороннее или двустороннее соглашение о применении его гарантий к своей деятельности в области ядерной энергии. Каждая Договаривающаяся сторона начнет переговоры в течение 180 дней после даты сдачи на хранение своего документа о ратификации настоящего Договора. Эти соглашения войдут в силу для каждой из сторон не позднее, чем через восемнадцать месяцев после даты начала таких переговоров, за исключением непредвиденных обстоятельств или действий непреодолимой силы.

ДОКЛАДЫ СТОРОН

Статья 14

1. Договаривающиеся стороны представляют Агентству и Международному агентству по атомной энергии для их сведения полугодовые доклады, в которых указывается, что никакая деятельность, запрещенная положениями настоящего Договора, не имела места на их территориях.
2. Договаривающиеся стороны одновременно направляют Агентству копию любого доклада, связанного с вопросами, являющимися объектом настоящего Договора, и с применением гарантий, который они направляют Международному агентству по атомной энергии.
3. Договаривающиеся стороны во исполнение обязательств, установленных межамериканской системой, также направляют Организации американских государств, для ее сведения, доклады, которые могут ее интересовать.

СПЕЦИАЛЬНЫЕ ДОКЛАДЫ ПО ЗАПРОСУ ГЕНЕРАЛЬНОГО СЕКРЕТАРЯ

Статья 15

1. С разрешения Совета Генеральный секретарь может просить любую Договаривающуюся сторону представить Агентству новую или дополнительную информацию относительно любого факта или обстоятельства, связанных с выполнением настоящего Договора, с объяснением причин этого запроса. Договаривающиеся стороны берут на себя обязательства оказывать ему в этом своевременное и широкое содействие.

2. Генеральный секретарь немедленно информирует Совет и Договаривающиеся стороны о таких запросах и соответствующих ответах.

СПЕЦИАЛЬНЫЕ ИНСПЕКЦИИ

Статья 16

1. Международное агентство по атомной энергии и Совет, созданный настоящим Договором, имеют право проводить специальные инспекции в следующих случаях:

- a) Международное агентство по атомной энергии — в соответствии с соглашениями, упомянутыми в статье 13 настоящего Договора;
- b) Совет:
 - i) по мотивированному заявлению какой-либо из сторон, которая по дозревает, что имела место или будет иметь место какая-либо запрещенная настоящим Договором деятельность на территории какой-либо другой Договаривающейся стороны или в каком-либо другом месте, по распоряжению этой стороны. Совет немедленно принимает меры для проведения такой инспекции в соответствии с пунктом 5 статьи 10;
 - ii) по заявлению какой-либо из сторон, которая была предметом подозрений или обвинений в нарушении настоящего Договора, Совет немедленно принимает меры для проведения запрошенной специальной инспекции в соответствии с пунктом 5 статьи 10.

Указанные выше заявления направляются Совету через посредство Генерального секретаря.

2. Издержки и расходы по любой специальной инспекции, осуществленной в соответствии с разделами i) и ii) подпункта b) пункта 1 настоящей статьи, оплачиваются стороной-заявителем или сторонами-заявителями, за исключением тех случаев, когда на основе доклада о специальной инспекции Совет заключает, что ввиду обстоятельств данного случая такие издержки и расходы должны оплачиваться Агентством.

3. Генеральная конференция определяет методы организации и проведения специальных инспекций, осуществляемых в соответствии с разделами i) и ii) подпункта b) пункта 1 настоящей статьи.

4. Договаривающиеся стороны обязуются разрешать инспекторам, проводящим такие специальные инспекции, полный и свободный доступ во все места и ко всем данным, которые необходимы для выполнения их обязанностей и которые прямо и тесно связаны с подозрением о нарушении настоящего Договора. По просьбе властей Договаривающейся стороны, на которой проводится инспекция, назначенных Генеральной конференцией инспекторов

сопровожают представители упомянутых властей, при условии, что это не задержит и не помешает ни в коей мере работе инспекторов.

5. Совет немедленно направляет всем сторонам через посредство Генерального секретаря копию любого доклада, касающегося проведенных специальных инспекций.

6. Подобным же образом, Совет направляет через посредство Генерального секретаря Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций для передачи Совету Безопасности и Генеральной Ассамблее Организации Объединенных Наций и Совету организации американских государств для его информации копию любого доклада, касающегося любой специальной инспекции, осуществленной в соответствии с разделами i) и ii) подпункта *b* пункта 1 настоящей статьи.

7. Совет может принять решение, и любая из Договаривающихся сторон может направить заявление о созыве специальной сессии Генеральной конференции для рассмотрения докладов о любой проведенной специальной инспекции. В таком случае Генеральный секретарь немедленно принимает меры для созыва специальной сессии.

8. Генеральная конференция, созванная на специальную сессию на основе настоящей статьи, может делать рекомендации Договаривающимся сторонам и представлять доклады Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций для передачи Совету Безопасности и Генеральной Ассамблее Организации Объединенных Наций.

ИСПОЛЬЗОВАНИЕ ЯДЕРНОЙ ЭНЕРГИИ В МИРНЫХ ЦЕЛЯХ

Статья 17

Никакое положение настоящего Договора не наносит ущерба правам Договаривающихся сторон согласно положениям настоящего Договора использовать ядерную энергию в мирных целях, в частности, для их экономического развития и социального прогресса.

ВЗРЫВЫ В МИРНЫХ ЦЕЛЯХ

Статья 18

1. Договаривающиеся стороны могут осуществлять взрывы ядерных устройств в мирных целях — включая взрывы, предполагающие использование устройств, аналогичных тем, которые применяются в ядерном оружии, — или сотрудничать в этих целях с третьими сторонами при условии, что при этом будут соблюдены положения настоящей статьи и других статей Договора, в частности статей 1 и 5.

2. Договаривающиеся стороны, имеющие намерение осуществить или сотрудничать в осуществлении такого взрыва, извещают Агентство и Между-

народное агентство по атомной энергии по возможности заблаговременно, насколько позволяют обстоятельства, о дате взрыва и одновременно представляют следующую информацию:

- a) характер ядерного устройства и его происхождение;
- b) место и цель намечаемого взрыва;
- c) процедура, которой будут придерживаться в целях соблюдения пункта 3 настоящей статьи;
- d) предполагаемая сила взрыва устройства, и
- e) наиболее полные данные о возможных радиоактивных выпадениях вследствие этого взрыва или взрывов и меры, которые будут приняты, с тем чтобы обеспечить защиту населения флоры, фауны и территории другой или других сторон.

3. Генеральный секретарь и технический персонал, назначенный Советом и Международным агентством по атомной энергии, могут наблюдать за всеми подготовительными работами, включая взрыв данного устройства, и имеют неограниченный доступ в любой прилегающий к месту взрыва район, с тем чтобы установить, соответствуют ли устройство и процедура проведения взрыва информации, представленной в соответствии с пунктом 2 настоящей статьи и другими положениями настоящего Договора.

4. Договаривающиеся стороны могут согласиться на сотрудничество третьих сторон в целях, указанных в пункте 1 настоящей статьи в соответствии с пунктами 2 и 3 настоящей статьи.

ОТНОШЕНИЯ С ДРУГИМИ МЕЖДУНАРОДНЫМИ ОРГАНИЗАЦИЯМИ

Статья 19

1. Агентство может заключать с Международным агентством по атомной энергии соглашения с разрешения Генеральной конференции, которые по его мнению будут способствовать эффективному действию системы контроля, установленной в настоящем Договоре.

2. Агентство также может вступать в контакт с любой международной организацией или учреждением, особенно с теми, которые могут быть созданы в будущем для наблюдения за разоружением или за мерами контроля над вооружениями в любой части мира.

3. Договаривающиеся стороны, когда они считают это целесообразным, могут обращаться к Межамериканской комиссии по атомной энергии за консультацией по всем вопросам технического характера, связанным с применением настоящего Договора и не выходящим за пределы полномочий, предоставленных этой Комиссии ее статутом.

МЕРЫ В СЛУЧАЕ НАРУШЕНИЯ ДОГОВОРА

Статья 20

1. Генеральная конференция принимает к сведению все случаи, в которых, по ее мнению, какая-либо из Договаривающихся сторон не выполняет должным образом своих обязательств по настоящему Договору, и обращает на это внимание данной стороны, давая ей такие рекомендации, какие она сочтет необходимыми.

2. В случае если, по ее мнению, невыполнение обязательств представляет собой такое нарушение Договора, которое может поставить под угрозу мир и безопасность, Генеральная конференция информирует об этом одновременно Совет Безопасности и Генеральную Ассамблею Организации Объединенных Наций через посредство Генерального секретаря Организации Объединенных Наций, а также Совет организации американских государств. Генеральная конференция также информирует Международное агентство по атомной энергии в целях принятия последним необходимых мер в соответствии с его Уставом.

ОРГАНИЗАЦИЯ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ И ОРГАНИЗАЦИЯ АМЕРИКАНСКИХ ГОСУДАРСТВ

Статья 21

Ни одно из положений настоящего Договора не означает умаления прав и обязанностей сторон по Уставу Организации Объединенных Наций или прав и обязанностей членов Организации американских государств в соответствии с существующими региональными договорами.

ПРИВИЛЕГИИ И ИММУНИТЕТЫ

Статья 22

1. Агентство пользуется на территории каждой из Договаривающихся сторон право- и дееспособностью, а также привилегиями и иммунитетами, необходимыми для выполнения его функций и достижения его целей.

2. Представители Договаривающихся сторон, аккредитованные при Агентстве, и сотрудники последнего также пользуются привилегиями и иммунитетами, необходимыми для выполнения их функций.

3. Агентство может заключать соглашения с Договаривающимися сторонами с целью определения деталей применения пунктов 1 и 2 настоящей статьи.

УВЕДОМЛЕНИЕ О ДРУГИХ СОГЛАШЕНИЯХ

Статья 23

После вступления в силу настоящего Договора любая Договаривающаяся сторона, заключившая какое-либо международное соглашение по вопросам,

предусматриваемым настоящим Договором, немедленно уведомляет об этом Секретариат; Секретариат регистрирует его и уведомляет остальные Договаривающиеся стороны.

РЕШЕНИЕ СПОРНЫХ ВОПРОСОВ

Статья 24

Если заинтересованные стороны не договорятся об ином методе мирного решения, любой нерешенный вопрос или спор, связанный с толкованием или применением настоящего Договора, передается на рассмотрение Международного Суда с предварительного согласия сторон в данном споре.

ПОДПИСАНИЕ

Статья 25

1. Настоящий Договор открыт на неограниченный период для подписания его:

- a) всеми латиноамериканскими республиками;
- b) всеми другими суверенными государствами, расположенными полностью в Западном полушарии южнее параллели 35° северной широты; и, за исключением предусмотренного в пункте 2 настоящей статьи, всеми такими государствами, которые станут суверенными после того, как они будут допущены к подписанию Генеральной конференцией.

2. Генеральная конференция не принимает никакого решения относительно принятия в число членов политического объединения, часть или вся территория которого была еще до даты открытия настоящего Договора для подписания предметом спора или тяжбы между внеконтинентальным государством и одним или более латиноамериканскими государствами, до тех пор пока этот спор не будет решен мирными средствами.

РАТИФИКАЦИЯ И ХРАНЕНИЕ

Статья 26

1. Настоящий Договор подлежит ратификации подписавшими его государствами в соответствии с их конституционными процедурами.

2. Настоящий Договор и ратификационные грамоты сдаются на хранение правительству Мексиканских Соединенных Штатов, которое таким образом назначается правительством-депозитарием.

3. Правительство-депозитарий направляет заверенные копии настоящего Договора правительствам подписавших его государств и уведомляет их о сдаче на хранение каждой ратификационной грамоты.

ОГОВОРКИ

Статья 27

Настоящий Договор не может быть предметом оговорок.

ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ

Статья 28

1. При условии соблюдения положений пункта 2 настоящей статьи настоящий Договор вступает в силу между государствами, которые ратифицировали его, сразу же после выполнения следующих требований:

- a) сдачи правительству-депозитарию грамот о ратификации настоящего Договора правительствами государств, упомянутых в статье 25, которые существуют на дату открытия настоящего Договора для подписания и на которые не распространяются положения пункта 2 статьи 25;
- b) подписания и ратификации Дополнительного протокола I, являющегося приложением к настоящему Договору, всеми внеконтинентальными или континентальными государствами, которые де-юре или де-факто несут международную ответственность в отношении территорий, расположенных в зоне применения Договора;
- c) подписания и ратификации Дополнительного протокола II, являющегося приложением к настоящему Договору, всеми державами, обладающими ядерным оружием;
- d) заключения двусторонних или многосторонних соглашений о применении системы гарантий Международного агентства по атомной энергии в соответствии со статьей 13 настоящего Договора.

2. Все государства, подписавшие Договор, имеют не погашаемое давностью право на отказ полностью или частично от требований, изложенных в предыдущем пункте. Они могут осуществить это посредством декларации, которая прилагается к их ратификационным грамотам и которая может быть сформулирована во время сдачи на хранение этой грамоты или впоследствии. Для государств, пользующихся этим правом, настоящий Договор вступает в силу после сдачи на хранение декларации или сразу же после выполнения всех требований, которые не были специально отвергнуты.

3. Как только настоящий Договор вступит в силу в соответствии с положениями пункта 2 для одиннадцати государств, правительство-депозитарий созывает предварительное совещание этих государств для того, чтобы создать Агентство и чтобы оно могло приступить к своей работе.

4. После вступления в силу настоящего Договора для всех стран этой зоны появление новой державы, обладающей ядерным оружием, ведет к при-

остановке действия настоящего Договора для тех стран, которые ратифицировали его, не отказавшись от требований, содержащихся в подпункте «с» пункта 1 настоящей статьи, и которые требуют такой приостановки действия Договора; действие Договора остается приостановленным до тех пор, пока новая держава по собственной инициативе или по просьбе Генеральной конференции не ратифицирует приложенный Дополнительный протокол II.

ИЗМЕНЕНИЯ

Статья 29

1. Любая Договаривающаяся сторона может предложить изменения к настоящему Договору и представить свои предложения Совету через Генерального секретаря, который препровождает их всем остальным Договаривающимся сторонам и, кроме того, всем другим подписавшимся Сторонам в соответствии со статьей 6. Совет через Генерального секретаря немедленно после совещания подписавшихся Сторон созывает специальную сессию Генеральной конференции для изучения внесенных предложений, для принятия которых необходимо большинство в две трети присутствующих и принимающих участие в голосовании Договаривающихся сторон.

2. Принятые изменения вступают в силу сразу же, как только будут соблюдены требования, изложенные в статье 28 настоящего Договора.

СРОК ДЕЙСТВИЯ И ДЕНОНСАЦИЯ

Статья 30

1. Настоящий Договор является бессрочным и действует в течение неопределенного времени, но любая Сторона может денонсировать Договор путем уведомления Генерального секретаря Агентства, если, по мнению этой Стороны, возникли или могут возникнуть связанные с содержанием Договора или прилагаемых Дополнительных протоколов I и II обстоятельства, которые затрагивают ее высшие интересы или мир и безопасность одной или более Договаривающихся сторон.

2. Денонсация вступает в силу через три месяца после вручения правительством заинтересованного государства, подписавшего Договор, уведомления Генеральному секретарю Агентства. Генеральный секретарь немедленно сообщает об указанном уведомлении остальным Договаривающимся сторонам и Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций для сведения Совета Безопасности и Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций. Он также уведомляет об этом Генерального секретаря Организации американских государств.

АУТЕНТИЧНЫЕ ТЕКСТЫ И РЕГИСТРАЦИЯ

Статья 31

Настоящий Договор, испанский, китайский, английский, французский, португальский и русский тексты которого являются равно аутентичными, будет зарегистрирован правительством-депозитарием в соответствии со статьей 102 Устава Организации Объединенных Наций. Правительство-депозитарий уведомляет Генерального секретаря Организации Объединенных Наций о подписании, ратификациях и изменениях, относящихся к настоящему Договору, и сообщает о них для информации Генеральному секретарю Организации американских государств.

Переходная статья

Денонсация заявления, упомянутая в пункте 2 статьи 28, подлежит тем же процедурам, как и денонсация Договора, за исключением того, что она вступает в силу с даты вручения соответствующего уведомления.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся полномочные представители, обменявшись своими полномочиями, найденными в правильной и должной форме, подписали настоящий Договор от имени своих соответствующих правительств.

СОВЕРШЕНО в Мехико, Федеральный округ, четырнадцатого дня февраля месяца одна тысяча девятьсот шестьдесят седьмого года.

За Аргентинскую Республику:

За Республику Боливию:

Рейнальдо ДЕЛЬ КАРПИО ХАУРЕГИ

За Бразилию:

За Республику Венесуэлу:

Роландо САЛЬСЕДО ДЕЛИМА

За Республику Гаити:

Жюль-Жан ПЬЕР-ОДЕН

За Республику Гватемала:

Карлос Леонидас АСЕВЕДО
Карлос АЛЛ ЛОРЕДА
Хуан Карлос ДЕЛЪПРЕ КРЕСПО

За Республику Гондурас:

Армандо ВЕЛАСКЕС СЕРРАТО

За Доминиканскую Республику:

За Республику Колумбию:

Альваро ЭРРАН МЕДИНА
Тулио МАРУЛАНДА

За Республику Коста-Рика:

Рафаэль Анхел КАЛДЕРОН ГУАРДИЯ

За Мексиканские Соединенные Штаты:

Альфонсо ГАРСИЯ РОБЛЕС
Хорхе КАСТАНЬЕДА

За Республику Никарагуа:

За Республику Панама:

Хосе Б. КАРДЕНАС
Симон КИРОС ГУАРДИЯ
Хосе Б. КАЛЬВО

За Республику Парагвай:

За Республику Перу:

Эдуардо ВАЛДЕС ПЕРЕС ДЕЛЬ КАСТИЛЬО

За Республику Сальвадор:

Рафаэль ЭГИСАБАЛЬ ТОБИАС

За Тринидад и Тобаго:

За Восточную Республику Уругвай:

Мануэль САНЧЕС МОРАЛЕС

За Республику Чили:

Армандо УРИБЕ АРСЕ

За Республику Эквадор:

Леопольдо БЕНИТЕС ВИНУЭСА

За Ямайку:

ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ I

Нижеподписавшиеся полномочные представители, получившие полные права от своих соответствующих правительств,

будучи убеждены в том, что Договор о запрещении ядерного оружия в Латинской Америке, обсужденный и подписанный в соответствии с рекомендациями Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций, содержащимися в резолюции 1911 (XVIII) от 27 ноября 1963 года, является важным шагом по обеспечению нераспространения ядерного оружия,

сознавая, что нераспространение ядерного оружия является не самоцелью, а скорее средством для достижения всеобщего и полного разоружения на последующем этапе,

желая содействовать, в меру своих возможностей, прекращению гонки вооружений, особенно в области ядерного оружия, укреплению мира на земле, основанного на взаимном уважении и суверенном равенстве государств,

договорились о нижеследующем:

Статья 1

Участники обязуются применять статут безъядерной зоны в отношении военных целей, определенных в статьях 1, 3, 5 и 13 Договора о запрещении

ядерного оружия в Латинской Америке на территориях, за которые они де-юре или де-факто несут международную ответственность и которые расположены в пределах географической зоны, определенной в настоящем Договоре.

Статья 2

Настоящий Протокол имеет такой же срок действия, как и Договор о запрещении ядерного оружия в Латинской Америке, к которому он является приложением; к нему применяются те же положения о ратификации и денонсации, которые содержатся в тексте Договора.

Статья 3

Настоящий Протокол вступает в силу для государств, которые ратифицировали его, со дня сдачи на хранение своих соответствующих документов о ратификации.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся полномочные представители, обменявшись своими полномочиями, найденными в правильной и должной форме, подписали настоящий Договор от имени своих соответствующих правительств.

ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ II

Нижеподписавшиеся полномочные представители, получившие полные права от своих соответствующих правительств,

будучи убеждены в том, что Договор о запрещении ядерного оружия в Латинской Америке, обсужденный и подписанный в соответствии с рекомендациями Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций, содержащимися в резолюции 1911 (XVIII) от 27 ноября 1963 года, представляет собой важный шаг в обеспечении нераспространения ядерного оружия,

сознавая, что нераспространение ядерного оружия является не самоцелью, а скорее средством для достижения всеобщего и полного разоружения на последующем этапе,

желая содействовать, в меру своих возможностей, прекращению гонки вооружений, особенно в области ядерного оружия, а также развитию и укреплению мира на земле, основанного на взаимном уважении и суверенном равенстве государств,

договорились о нижеследующем:

Статья 1

Статут безъядерной зоны Латинской Америки в отношении военных целей, как он определен, разграничен и изложен в Договоре о запрещении ядерного оружия в Латинской Америке, приложением к которому является настоящий Протокол, будет полностью соблюдаться участниками настоящего Протокола во всех его целях и положениях.

Статья 2

Правительства, представленные нижеподписавшимися полномочными представителями, поэтому берут на себя обязательства не содействовать в какой-либо форме тому, чтобы на территориях, к которым применяется Договор, согласно его статье 4, осуществлялись акты, являющиеся нарушением обязательств, изложенных в статье 1 настоящего Договора.

Статья 3

Правительства, представленные нижеподписавшимися полномочными представителями, также берут на себя обязательства не использовать или не угрожать использованием ядерного оружия против Договаривающихся сторон Договора о запрещении ядерного оружия в Латинской Америке.

Статья 4

Настоящий Протокол имеет такой же срок действия, как и Договор о запрещении ядерного оружия в Латинской Америке, к которому он является приложением, и определения территории и ядерного оружия, содержащиеся в статьях 3 и 5 настоящего Договора, будут применяться к настоящему Протоколу так же, как и положения о ратификации, оговорках, денонсации, аутентичных текстах и регистрации, содержащиеся в статьях 26, 27, 30 и 31 настоящего Договора.

Статья 5

Настоящий Протокол вступает в силу для государств, которые его ратифицировали, со дня сдачи на хранение своих соответствующих документов о ратификации.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся представители, обменявшись своими полномочиями, найденными в правильной и должной форме, подписывают настоящий дополнительный Протокол от имени своих соответствующих правительств.

carry out explosions of nuclear devices for peaceful purposes — including explosions which involve devices similar to those used in nuclear weapons.

ou en collaboration avec des tiers, à des explosions de dispositifs nucléaires à des fins pacifiques, même si elles rendent nécessaire l'emploi de dispositifs semblables à ceux qui sont utilisés dans l'armement nucléaire.

NETHERLANDS

PAYS-BAS

[TRANSLATION — TRADUCTION]

“ No provision of the Additional Protocol I shall be interpreted as prejudicing the position of the Kingdom of the Netherlands as regards its recognition or non-recognition of the rights of or claims to sovereignty of the Parties to the Treaty, or of the grounds on which such claims are made.

“ No provision of the Protocol shall be interpreted as implying that, with respect to the carrying-out of nuclear explosions for peaceful purposes on the territory of Surinam and the Netherlands Antilles, other rules apply than those operative for the Parties to the Treaty.”

Aucune disposition du Protocole additionnel I ne sera interprétée comme portant préjudice à la position du Royaume des Pays-Bas pour ce qui est de sa reconnaissance ou non-reconnaissance des droits de souveraineté des Parties au Traité, ou de leurs revendications de ces droits ou des motifs de ces revendications.

Aucune disposition du Protocole ne sera interprétée comme impliquant que d'autres règles que celles qui sont appliquées aux Parties au Traité sont applicables aux explosions nucléaires auxquelles il est procédé à des fins pacifiques sur le territoire du Surinam et des Antilles néerlandaises.

*UNITED KINGDOM
OF GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND*

*ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD*

[TRANSLATION — TRADUCTION]

“ ... It is the understanding of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland that :

(a) the reference in Article 3 of the Treaty to ' its own

... Selon le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

a) Les termes « sa législation » qui figurent à l'article 3 du Traité

legislation relates only to such legislation as is compatible with the rules of international law and as involves an exercise of sovereignty consistent with those rules, and accordingly that signature or ratification of either Additional Protocol by the Government of the United Kingdom could not be regarded as implying recognition of any legislation which did not, in their view, comply with the relevant rules of international law ;

- (b) Article 18 of the Treaty, when read in conjunction with Articles 1 and 5 thereof, would not permit the Contracting Parties to the Treaty to carry out explosions of nuclear devices for peaceful purposes unless and until advances in technology have made possible the development of devices for such explosions which are not capable of being used for weapons purposes ;
- (c) signature or ratification of either Additional Protocol by the Government of the United Kingdom could not be regarded as affecting in any way the legal status of any territory for the international relations of which they are responsible lying within the limits of the geographical zone established by the Treaty ; and
- (d) the Government of the United Kingdom would, in the event of any act of aggression by a Contracting Party to the Treaty

visent uniquement les législations qui sont compatibles avec les règles du droit international et qui impliquent que la souveraineté est exercée conformément à ces règles et, en conséquence, la signature ou la ratification par le Gouvernement du Royaume-Uni de l'un ou l'autre des Protocoles additionnels ne peut être considérée comme impliquant la reconnaissance d'une législation qui, à son avis, n'est pas conforme aux règles pertinentes du droit international ;

- b) L'article 18 du Traité, mis en regard des articles 1 et 5 dudit Traité, ne permettrait pas aux Parties contractantes au Traité de procéder à des explosions de dispositifs nucléaires à des fins pacifiques tant que les progrès de la technologie n'auraient pas rendu possible la mise au point pour ces explosions de dispositifs qui soient inutilisables à des fins d'armement ;
- c) La signature ou la ratification de l'un ou l'autre des Protocoles additionnels par le Gouvernement du Royaume-Uni ne pourrait être considérée comme affectant d'une façon quelconque le statut juridique de tout territoire des relations internationales duquel il est responsable et qui se trouve dans les limites de la zone géographique établie par le Traité ;
- d) Le Gouvernement du Royaume-Uni, dans le cas d'un acte d'agression quelconque commis par une Partie contractante au Traité

in which that Party was supported by a nuclear-weapon State, be free to reconsider the extent to which they could be regarded as committed by the provisions of Additional Protocol II.

“... The Government of the United Kingdom are prepared to regard their undertaking under Article 3 of Additional Protocol II not to use or threaten to use nuclear weapons against the Contracting Parties to the Treaty as extending not only to those Parties but also to territories in respect of which the undertaking to apply the statute of denuclearisation, in accordance with Article 1 of Additional Protocol I, becomes effective.”

avec l'appui d'un État doté d'armes nucléaires, serait libre de reconsidérer la mesure dans laquelle il pourrait être réputé engagé par les dispositions du Protocole additionnel II.

Le Gouvernement du Royaume-Uni est disposé à considérer l'engagement qu'il a pris en vertu de l'article 3 du Protocole additionnel II et qui est de ne recourir ni à l'emploi d'armes nucléaires ni à la menace de leur emploi contre les Parties contractantes au Traité comme s'étendant non seulement à ces Parties mais aussi aux territoires à l'égard desquels prend effet l'engagement d'appliquer le statut de dénucléarisation, conformément à l'article 1 du Protocole additionnel I.

UNITED STATES OF AMERICA

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[TRANSLATION — TRADUCTION]

“In signing Protocol II of the Treaty of Tlatelolco, the United States Government makes the following statement:

“ I

“The United States understands that the Treaty and its Protocols have no effect upon the international status of territorial claims.

“The United States takes note of the Preparatory Commission's interpretation of the Treaty, as set forth in the Final Act, that, governed

En signant le Protocole additionnel II au Traité de Tlatelolco, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique fait la déclaration suivante:

I

Selon l'interprétation des États-Unis, le Traité et ses Protocoles n'ont pas d'effet sur le statut international des revendications territoriales.

Les États-Unis d'Amérique prennent note de l'interprétation que la Commission préparatoire donne du Traité dans l'Acte final, à savoir que

by the principles and rules of international law, each of the Contracting Parties retains exclusive power and legal competence, unaffected by the terms of the Treaty, to grant or deny non-Contracting Parties transit and transport privileges.

“As regards the undertaking in Article 3 of Protocol II not to use or threaten to use nuclear weapons against the Contracting Parties, the United States would have to consider that an armed attack by a Contracting Party, in which it was assisted by a nuclear-weapon State, would be incompatible with the Contracting Party's corresponding obligations under Article 1 of the Treaty.

“ II

“The United States wishes to point out again the fact that the technology of making nuclear explosive devices for peaceful purposes is indistinguishable from the technology of making nuclear weapons and the fact that nuclear weapons and nuclear explosive devices for peaceful purposes are both capable of releasing nuclear energy in an uncontrolled manner and have the common group of characteristics of large amounts of energy generated instantaneously from a compact source. Therefore we understand the definition contained in Article 5 of the Treaty as necessarily encompassing all nuclear explosive devices. It is our understanding that Articles 1 and 5 restrict accordingly the activities

chaque Partie contractante, conformément aux principes et aux règles du droit international, continue, indépendamment des termes du Traité, à avoir le pouvoir et la compétence juridique exclusifs pour accorder ou refuser aux États non parties des privilèges en matière de transit et de transport.

S'agissant de l'engagement prévu à l'article 3 du Protocole II de ne recourir ni à l'emploi d'armes nucléaires ni à la menace de leur emploi contre les Parties contractantes, les États-Unis devront considérer qu'une attaque armée lancée par une Partie contractante avec l'appui d'un État doté d'armes nucléaires serait incompatible avec les obligations correspondantes de la Partie contractante prévues à l'article 1 du Traité.

II

Les États-Unis tiennent à souligner de nouveau que les techniques de fabrication des dispositifs nécessaires pour procéder à des explosions à des fins pacifiques ne peuvent se distinguer des techniques de fabrication des armes nucléaires et que les armes nucléaires et les dispositifs nécessaires pour procéder à des explosions nucléaires à des fins pacifiques sont les uns et les autres capables de libérer de l'énergie nucléaire d'une façon non contrôlée et ont en commun l'ensemble des caractéristiques inhérentes à une grande quantité d'énergie engendrée instantanément par une source compacte. Par conséquent, selon notre interprétation, la définition qui figure à l'article 5 du Traité englobe nécessairement tous les dis-

of the Contracting Parties under paragraph 1 of Article 18.

“ The United States further notes that paragraph 4 of Article 18 of the Treaty permits, and that United States adherence to Protocol II will not prevent, collaboration by the United States with Contracting Parties for the purpose of carrying out explosions of nuclear devices for peaceful purposes in a manner consistent with our policy of not contributing to the proliferation of nuclear weapons capabilities. In this connection, the United States reaffirms its willingness to make available nuclear explosion services for peaceful purposes on a non-discriminatory basis under appropriate international arrangements and to join other nuclear-weapon States in a commitment to do so.

“ III

“ The United States also wishes to state that, although not required by Protocol II, it will act with respect to such territories of Protocol I adherents as are within the geographical area defined in paragraph 2 of Article 4 of the Treaty in the same manner as Protocol II requires it to act with respect to the territories of Contracting Parties. ”

positifs nécessaires pour procéder à des explosions nucléaires. Selon notre interprétation, les articles 1 et 5 limitent en conséquence les activités des Parties contractantes prévues au paragraphe 1 de l'article 18.

Les États-Unis notent en outre que le paragraphe 4 de l'article 18 du Traité permet aux États-Unis — et leur adhésion au Protocole II ne les en empêche pas — de collaborer avec des Parties contractantes afin de procéder à l'explosion de dispositifs nucléaires à des fins pacifiques d'une manière compatible avec leur politique qui est de ne pas contribuer à la prolifération des armes nucléaires. À cet égard, les États-Unis réaffirment qu'ils sont disposés à fournir les services nécessaires pour l'explosion de dispositifs nucléaires à des fins pacifiques sur une base non discriminatoire dans le cadre d'arrangements internationaux appropriés et à se joindre aux autres États dotés d'armes nucléaires qui prendraient un engagement dans ce sens.

III

Les États-Unis tiennent également à déclarer que, bien qu'ils n'y soient pas tenus par le Protocole II, ils agiront à l'égard des territoires des adhérents au Protocole I qui se trouvent dans la région géographique définie au paragraphe 2 de l'article 4 du Traité comme ils sont tenus par le Protocole II de le faire à l'égard des territoires des Parties contractantes.